

T2137-490-8,00 F



ISSN 0026-9433

le monde heβδο Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N° 490 JEUDI 2 JUIN 1983 8,00 F

— ACCORDS ARMÉE/CULTURE —

Ach ! La Kulture...



FOP 2520

FÊTE ANARCHISTE A AMIENS

Les 25 et 26 juin aura lieu la fête annuelle du groupe anarchiste d'Amiens (FA). Pendant ces deux journées, se succéderont musique, films, théâtre, animation. Comme les précédentes, cette fête se déroulera en plein air dans le parc du château de Moutières. Tous ceux qui sont intéressés pour y participer peuvent nous contacter.

Boîte postale n° 7, 80330 Longueau. Le programme complet paraîtra ultérieurement.



Radio-Libertaire met à votre disposition cet autocollant. Deux types d'autocollants pour une même illustration. Un autocollant voiture, qui se colle sur la vitre, de l'intérieur, vous savez comme les vignettes ! Un autocollant sur vinyl blanc qui se colle comme un autocollant normal.

Autocollant voiture : 8 F l'unité ; autocollant vinyl : 6 F l'unité. Disponible à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amélot, Paris-11°. Précisez bien « voiture » ou « vinyl ».



Les deux autocollants ci-dessus ont été édités par le groupe de la FA du 11^e arrondissement de Paris, en soutien à Radio-Libertaire. Prix : 1 F l'unité ; 20 F les cinquante.

sommaire

PAGE 2
Activités des groupes FA

PAGE 3
En bref

38^e congrès FA
Editorial

PAGE 4
Jeunes... chrétiens... et communistes
Journée d'action CFDT

PAGE 5
Protocole Hernu/Lang
Action antiprotocole Hernu/Savary

PAGE 6
Des assises pour une défense debout
Garde-à-vous !

PAGE 7
SAFER à quoi ?

Le problème foncier

PAGE 8
Social-démocratie en Espagne

Pologne : la terreur

Nouvelle-Calédonie...

PAGE 9
Informations internationales

PAGE 10
Pelloutier raconté par Yvetot

PAGE 11
Radio-Libertaire

PAGE 12
Marchais...

Jospin et les syndicats

COMMUNIQUÉS

• Les groupes de Moulins, Clermont-Ferrand et du Puy organiseront courant juin, à Vichy, une réunion visant à développer la présence libertaire dans cette région. Les lecteurs du ML et sympathisants de la FA de l'Auvergne sont invités à prendre contact avec les RI si cette initiative les intéresse.

• Un groupe est en formation au Puy (43 Haute-Loire). Les libertaires de la région intéressés peuvent écrire aux RI qui transmettront.

• Pour engager un combat quotidien. Afin d'instaurer les fondements de notre organisation à Nice. Si le fédéralisme et la lutte contre l'Etat sont tes projets, n'hésite pas à prendre contact avec les RI qui transmettront.

• Un groupe est en formation à Gray (70 - Haute-Saône). Les libertaires de la région intéressés pour travailler avec lui peuvent écrire aux RI qui transmettront.

• En vue de la constitution d'un comité contre le protocole Hernu/Savary dans le 18^e arrondissement de Paris, une première réunion aura lieu au local du groupe Louise-Michel, 10, rue Robert-Planquette, Paris-18^e (m^e° Blanche ou Abbesses), le jeudi 2 juin à 19 h. Les habitants du 18^e arrondissement qui désirent y participer sont cordialement invités à venir.

• Le groupe de Houilles/Satrouville reprend ses activités. Une vente du *Monde libertaire* est désormais assurée chaque samedi sur le marché de Houilles, de 10 h 30 à 12 h, et chaque dimanche sur le marché de Satrouville, de 10 h 30 à 12 h. Principales activités en ce moment : défense de Radio-Libertaire et lutte contre l'accord Hernu/Savary.

• Le groupe E. Pouget (vallée de Chevreuse) organise une réunion d'information sur le protocole d'accord Hernu/Savary, le 25 juin 83, à 20 h 30, salle de la MJC d'Orsay, av. Saint-Laurent, 91 Orsay.



T-shirt édité par le groupe Varlin, en vente à la librairie du Monde libertaire : 60 F. Pour les commandes groupées (plus de cinq exemplaires : 40 F l'unité), s'adresser au groupe Varlin, 145, rue Amélot, Paris-11°. Trois tailles, plusieurs couleurs (mauve, noir, bleu, marron, orange).

Rédaction-Administration
145, rue Amélot Paris 11^e
Directeur de publication
Maurice Joyeux
Commission paritaire n° 55 635
Imprimerie « Les Marchés de France »
44, rue de l'Ermitage, Paris 20^e
Dépôt légal 44 149 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - Publ Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

ROCHEFORT

Le jeudi 2 juin, à 21 h, maison des syndicats, 2, rue Tréville, le groupe Michel Bakounine organise une réunion publique sur le thème : *Non aux accords Hernu/Savary, non à la symbiose armée-éducation, non à la militarisation.*

TOULON

Le groupe Région toulonnaise (83) organise une fête le samedi 25 juin sur le terrain de l'université de Toulon (Lagarde). Au programme : musique, théâtre, chansons, jazz, stands, buvette, repas, expos... Le programme complet paraîtra prochainement.

POITIERS

Le mardi 7 juin, à 21 h, à Croqu'Bio, 4, rue de la Chaîne à Poitiers, le groupe Bakounine et le groupe d'Angoulême organisent une réunion publique sur le thème : *Alternative et révolution.* A l'occasion de cette réunion vous sera présenté un montage audiovisuel sur l'Espagne libertaire 36/39. Vous pourrez découvrir comment les anarchistes sont parvenus à mener de pair le combat pour l'alternative et pour la révolution sociale.

BONDY

Le Cercle d'études libertaires et le groupe Sevrans-Bondy de la Fédération anarchiste organisent un gala le 16 juin, à 20 h 30, sous le chapiteau du stade Léo Lagrange de Bondy, avec Louis Capart, Alain Auréché et Jean Guidoni. Le prix des places (en vente à la librairie du Monde libertaire) est de 40 F et de 30 F pour les porteurs de la carte de Radio-Libertaire. Ce gala s'inscrit dans le cadre de la fête des associations de Bondy où le groupe tiendra un stand. Venez nous contacter et vous informer sur nos activités lors de cette semaine.

Permanence des Relations intérieures : le samedi, de 14 h 30 à 18 h, au 145, rue Amélot, Paris-11^e (m^e° République), tél. : 805.34.08.

BREST

Le groupe « Les Temps nouveaux » de Brest organise un gala de soutien au *Monde libertaire*, le samedi 18 juin 1983, salle Stella, quartier de Lambézellac. Avec expositions, montages audiovisuels, débats, tables de presse, spectacles ; animation théâtrale pendant la journée avec la pièce : *Un ouvrage de dames.*

• A 14 h :

- expositions : la presse libertaire au début du siècle, la Commune de Paris (expos permanentes, hall d'entrée Stella) ;
- débats : *Militarisation de la société, Doctrine sociale de l'Eglise, Liberté d'édition et d'expression, Propositions anarchistes* (salle des arts plastiques) ;
- film : *Mourir à Madrid* ;
- montages audiovisuels : *Espagne 1936, Anarchisme.*

• A 18 h 30 : début du spectacle :

- Catherine Gaby : *Paroles 2 femmes.* Voix tuées, battues, mâtées, domestiquées des femmes-révoltes sur des textes et poèmes de M. Duras, M. Louyer, A. Vannier, L. Labbé, H. Dallas et de Catherine Gaby ;

- Yvon Barbeau : un poète, un diseur, un cracheur de vérité, un « dégueuleur » de fantasmes ? Ni tout à fait cela ni le contraire. Un écroché vif par le mot ; la vie, la violence des êtres, le sang, la difficulté d'être... Une tempête dans un verre ;

- Gérard Delahaye : feu-follet, saltimbanque, funambule, farfadet, un chanteur de chansons à images... Gérard Delahaye a ensercelé sa guitare pour un monde magique où la révolte se fait tendre et le rire révélateur.

Fin du gala à 24 h.

Le numéro 4 (du mois de mars) de *Drapeau noir*, journal du groupe de Besançon, est là ! Tout chaud, bourré de contacts-informations sur Besançon et sa région. Il est gratuit (pour un envoi postal joindre 2,20 F en timbres).

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE

TARIF

	France	Sous pls fermé	Etranger	Rédaction-Administration
3 mois 13 n°	85 F	95 F	120 F	145, rue Amélot 75011 Paris
6 mois 25 n°	155 F	180 F	230 F	Tél. 805-34-08
1 an 50 n°	300 F	335 F	420 F	

Abonnement de soutien : 350 F

Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner 145, rue Amélot 75011 Paris (France)

Nom _____ Prénom _____
N _____ Rue _____
Code postal _____ Ville _____
à partir du N _____ (inclus) Pays _____
 Abonnement Réabonnement Abonnement de soutien
Règlement (à joindre au bulletin)
 Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre-poste.

en bref... en bref...

38^e congrès de la Fédération anarchiste

• Thierry Dubuisson a été jugé par le TGI de Cahors pour insoumission. La plaidoirie nulle du procureur contrastait avec celle, brillante, de l'avocat de Thierry ; celle-ci mettait l'accent sur le sort des objecteurs en France, pays signataire de la charte des droits de l'homme. Le procureur a demandé six mois avec sursis. Jugement en délibéré...

• Le 11 juin, l'Association de soutien aux objecteurs de conscience (ASOC) organisera au beffroi de Thionville une fête d'expression antimilitariste, écologiste et de respect des différences. Elle comprendra un compte rendu sur la symbiose armée-éducation, un film sur Chooz. Fête ouverte à toutes les associations homosexuelles, d'objecteurs, d'écologistes et autres.

• La Confédération nationale du travail a organisé son XX^e congrès les 21, 22 et 23 mai 1983. Elle a réaffirmé son attachement au développement de l'action directe, son refus de tout paritarisme, des institutions d'intégration des travailleurs au capitalisme, et en faveur du renforcement de ses sections syndicales dans l'entreprise. La CNT dénonce l'ensemble des mesures d'austérité imposées aux travailleurs par le gouvernement Mauroy. De plus, elle confirme l'engagement de toute la confédération dans la lutte contre l'accord Henu/Savary.

• Le verdict du procès de Frédéric Joyeux, de Marie-Hélène Laval et de Pierre Chousterman a été rendu. Relaxe pour les deux premiers et un mois avec sursis plus mille francs d'amende pour le troisième. Ils ont été jugés tous trois pour outrage au commissaire Peuch, commissaire véreux bien connu pour ses faux témoignages dans l'affaire du Coral.

• La deuxième convention européenne sur le désarmement nucléaire a rassemblé à Berlin, du 12 au 14 mai, plus de trois mille personnes, dont la volonté de travail en commun est étendue à toute l'Europe. L'accent a été mis sur le danger de l'armement nucléaire tactique, celui de l'OTAN, mais aussi celui de la France, de la RDA et des pays de l'Est.

• Une soixantaine de militants du Comité antimilitariste de la Moselle et de la Fédération anarchiste sont intervenus lors de la cérémonie du 8 mai. Des slogans hostiles à la symbiose armée/éducation ont été lancés, des banderoles ont été disposées sur le parcours du cortège, des appels à la désertion ont perturbé « la grandeur et la dignité du défilé militaire » (dixit le quotidien local). Après la manifestation, cinq militants ont été interpellés pour un contrôle d'identité, suite à la chute malencontreuse dans la Moselle de quelques drapeaux tricolores.

• Le Festival de la chanson vivante d'Estissac (Aube) aura lieu les 11 et 12 juin (samedi à partir de 15 h). Radio-Libertaire sera présente. Entrées : 35 F la journée ; 50 F le week-end.

COMMUNIQUÉ

Nous informons nos lecteurs que la parution du *Reflectaire* est momentanément suspendue, notre amie May Picqueray, qui en a la charge, ayant subi une intervention chirurgicale. Nous lui souhaitons un bon rétablissement.

Fédération anarchiste

La Fédération anarchiste a tenu son 38^e congrès les 21, 22 et 23 mai 83 à Besançon. Ville historique, cœur de la pensée du XIX^e siècle, Besançon, patrie de Tristan Bernard, Charles Fourier, Victor Hugo, des frères Lumière et de Pierre-Joseph Proudhon, vit naître en 1809 le père du fédéralisme et de l'anarchisme. L'homme qui lutta toute sa vie pour l'égalité sociale, ce qui l'amènera à ne jamais souhaiter ni le communisme, ni l'étatisme.

Les 240 congressistes, qui au travers des groupes, liaisons et individuels représentaient 85 départements, se sont penchés sur l'évolution de la FA et les propositions d'action pour les années à venir.

Après avoir travaillé sur les structures internes de l'organisation, défini et approfondi les mandats des différents secrétariats fédéraux (après comptes rendus de leurs rapports d'activités), les congressistes ont abordé le problème de la situation économique et sociale et l'ont analysé.

Bilan de la gestion socialiste et communiste

Deux ans après l'avènement de la gauche au pouvoir, toutes les motions élaborées depuis les derniers congrès de la FA se sont non seulement révélées justes, mais aussi renforcées. Ainsi, lorsqu'en juin 81 le congrès de Neuilly-sur-Marne avait défini une première motion, celle-ci signalait :

- que le nouveau gouvernement ne remplit pas ses engagements électoraux, qu'il n'est pas capable de mener à bien la transformation sociale nécessaire ;
- que c'est le système économique capitaliste tout entier qui doit être radicalement renversé ;
- que les confédérations syndicales sont déjà préparées à freiner les revendications des travailleurs.

Nous avons eu « le tort d'avoir raison trop tôt ».

Aujourd'hui, le bilan de la gestion socialiste et communiste est lourd : aggravation de la situation économique, perte considérable du pouvoir d'achat (blocage des salaires, hausse des prix, hausse des impôts et diverses taxes), mise en place de l'emprunt obligatoire, remise en cause de certains acquis sociaux (Sécurité sociale), tentative sans cesse renouvelée de participation des salariés à la gestion patronale, réformes visant à l'assujettissement de l'éducation aux exigences du pouvoir, accroissement de la militarisation de la société (développement de l'armement nucléaire, protocoles d'accord Défense/Education et Défense/Culture, etc.), atteinte à la liberté d'expression et au pluralisme (interdiction des radios libres, par exemple), etc.

Le congrès a donc ressenti l'importance de présenter des solutions précises aux différents problèmes posés par la détérioration du système économique actuel.

Evidemment, pour les anarchistes, la solution se pose en termes globaux par opposition à toutes les structures et organisations politiques telle l'extrême gauche qui colle à la gauche,

espérant déstabiliser la société en débordant le gouvernement par la surenchère.

La campagne sur les élections municipales

C'est ainsi que les militants de la FA ont mené une campagne lors des élections municipales et présenté un projet de commune libre.

A travers toute la France, des débats et des meetings se sont déroulés pour proposer à la population notre conception de la gestion de la société et pour montrer que si nous rejetons le système actuel, c'est pour y lui opposer une société égalitaire. Lors de cette campagne fédérale, l'accent a été mis sur la différence entre la commune autonome et libertaire et la commune centralisée, administrée. Il faut se garder de confondre la municipalisation, qui n'est rien d'autre qu'une délégation de pouvoir, et cette commune libertaire qui est le creuset où viennent se mêler toutes les forces vives de la population. Il est donc nécessaire de refuser de déléguer aux conseils municipaux de nos villes des pouvoirs qui doivent appartenir tout entiers et de façon permanente aux citoyens.

La militarisation de la société

Autre temps fort du congrès : l'analyse des réformes engagées par l'Etat au sein de l'Education nationale et au sein du service national qui projettent, à court terme, l'unification de secteurs clés de la société et qui cherchent, à long terme, à s'assurer un véritable contrôle social de la population (notion qui s'apparente à celle du fascisme tel qu'il a été défini par Mussolini). Ceci se concrétise en particulier par le fameux protocole d'accord entre la Défense et l'Education nationale signé le 23 septembre 83, qui tend à une symbiose entre l'armée et le secteur éducatif. Cet accord a provoqué de nombreuses oppositions parmi les libertaires, libres-penseurs et pacifistes. Ceux-ci ont entamé une vaste campagne d'information et de dénonciation visant à l'abrogation du protocole (à ce jour, 90 départements sont touchés par l'action des comités impulsés bien souvent par les militants de la Fédération anarchiste).

Les congressistes ont réaffirmé leurs axes d'intervention pour l'année à venir et intensifieront leurs luttes au sein de leurs groupes respectifs, luttes qui viseront d'autre part ce nouveau protocole qui vient d'être conclu entre messieurs Henu et Lang, le 24 mai 83, à Orange, et la nouvelle réforme du service national (augmentation du volontariat, répression plus forte envers les réfractaires à l'armée...).

La mainmise de l'appareil d'Etat sur les syndicats

Le congrès a dénoncé la mainmise de l'appareil d'Etat sur les syndicats, notamment à travers l'attribution de certains postes de responsabilité politiques à des cadres syndicaux et au travers de ces commissions de concertation où les patrons, les responsables de l'Etat et les délégués syndicaux siègent à la même table. La FA réaffirme que l'organisation syndicale doit être

au seul service des travailleurs et qu'il doit être un moyen d'action des salariés pour réaliser leur émancipation économique et politique.

Les anarcho-sindicalistes de la FA continueront, au sein des divers syndicats et confédérations, à enrayer ce processus d'intégration et à propager les propositions anarchistes.

Le combat pour la liberté d'expression

L'interdiction de Radio-Libertaire, formulée par le gouvernement par le biais de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle est une mesure politique. L'apparition et la persistance des radios libres pour émettre ne sont pas des volontés délibérées de l'Etat socialiste. Elles sont le fait d'un combat commencé sous le gouvernement de droite précédent.

La FA mènera une campagne pour la défense du regroupement Radio-Libertaire, la liberté d'expression, et par conséquent pour le respect du pluralisme bafoué par des gens qui se targuent fièrement de le respecter et de l'appliquer.

La nécessité de l'internationalisme

Le représentant de l'IFA (Internationale des Fédérations anarchistes) est intervenu lors de

ce 38^e congrès, insistant sur la nécessité et le rôle de l'internationalisme, sans lequel un changement profond de la société ne pourrait se réaliser. La FA, adhérente à l'IFA, développera ses rapports avec les organisations anarchistes à travers le monde et insistera auprès des groupes sur l'importance de se fédérer dans leurs pays et régions respectifs.

Les congressistes ont apprécié le travail mené par le groupe Proudhon de Besançon sur l'organisation du congrès et du meeting-gala qui s'est tenu le samedi soir et dont la partie artistique a été assurée par notre compagnon Serge Utgé-Royo devant un large public.

Ce 38^e congrès aura permis de confirmer le développement des activités entamées par les militants de la FA dans toutes les luttes auxquelles ils participent, propageant leurs propositions pour construire une autre société, face au désordre engagé par les Etats à travers le monde. L'Utopie ne consiste pas à vouloir une société juste, égalitaire et fédéraliste, mais bel et bien de persister à croire que les Etats amélioreront les rapports humains et feront disparaître les injustices et les inégalités sociales.

Fédération anarchiste

Editorial

Il y a maintenant deux ans, l'extrême gauche, lors de l'élection présidentielle, nous invitait à voter pour « le candidat ouvrier le mieux placé ». Ce qui, en langage clair, appelait à soutenir de son bulletin de vote le sémillant François Mitterrand. Candidat, il l'était ; quant au qualificatif d'ouvrier, passons un voile pudique sur les phantasmes électoralistes de l'extrême gauche... Pour eux, comme pour d'autres, subsiste l'illusion que la gauche est arrivée au pouvoir grâce à la mobilisation du mouvement ouvrier, que donc Tonton est l'élu des travailleurs ! Nous pensons plutôt que la droite, usée par le pouvoir, a fait coup double : d'une part elle souffle un coup et se refait des forces, de l'autre elle laisse la gauche, aveuglée par l'attrait du pouvoir, gérer la crise.

L'Etat n'est pas une chose neutre ; c'est un instrument d'oppression au service du capitalisme. On ne change pas les rapports sociaux en changeant de gouvernement.

Comme si la politique d'austérité ne suffisait pas, le gouvernement socialo-communiste entend, avec les grands de ce monde, siéger à Williamsburg pour œurer dans la voie de la reprise économique mondiale. Qu'est-ce qu'un ex-candidat ouvrier va faire dans cette galère capitaliste où les Etats-Unis vont, selon leurs propres intérêts, répartir le gâteau des profits capitalistes ? Des aimes charitables voudraient nous faire croire que soixante millions de syndiqués sont derrière Mitterrand. Curieuse conception de l'autonomie syndicale... Il est vrai que nos syndicalistes gouvernementaux nous ont déjà mis dans le bain avec leurs déclarations diverses depuis le 10 mai 81. Pour eux, toutes tendances confondues, ce qui importe c'est le destin de la France, entité géographique dont tous les habitants ont les mêmes intérêts. Pour certains « responsables » syndicaux, la lutte de classes serait un concept vieilli, hérité d'un romantisme passé qu'il faudrait abandonner. Quand on parle d'inflation, de déficit budgétaire, de balance commerciale, on ne se comporte plus en syndicaliste, représentant les intérêts de la classe ouvrière, mais en gestionnaire du capitalisme, qu'il soit privé ou d'Etat. Ce qui va se passer à Williamsburg n'a rien à voir avec le socialisme, c'est un simple équilibrage des forces capitalistes face au géant américain. Que les représentants du gouvernement français actuel veuillent occuper un strapontin ne nous étonne pas ; cela fait partie de leurs phantasmes. Mais qu'ils cherchent à y impliquer les syndicats est une autre chose. Aux militants de base et aux autres de faire entendre leurs protestations !

A Williamsburg, on discutera dans le cadre du système, sans changer les rapports de production. Nous, anarchistes, nous luttons pour une révolution sociale où l'homme ne sera plus exploité par l'homme et où les richesses seront réparties égalementement entre tous !

Cette verrue (ce cancer, diront les pessimistes) du monde ouvrier qu'est dans ce domaine l'Eglise dispose des moyens notamment financiers que l'on sait, et, forte de son assise, de son infrastructure sociales et, il faut bien le reconnaître, d'une certaine base laïque très formée, a su dans cette organisation capter — c'est le chiffre qu'elle revendique — quelque quarante mille adhérents.

Un échec interne, donc, que ce rassemblement de jeunes chrétiens qui furent environ vingt mille — la moitié des adhérents — à la Courneuve. Ce n'est pas notre problème. Beaucoup plus intéressante fut l'utilisation de ce « festival », faite — vous l'aurez entendu — par les grands parasites de la classe ouvrière, partis et gouvernement.

Scouts, toujours... niais !

Mauroy, d'abord, s'est personnellement déplacé pour le discours inaugural. Pensez donc ! Pour ces jeunes votants qui reconnaissent la lutte des classes, et dont beaucoup « montaient » à Paris pour la première fois, un Premier ministre qui vient de leur serrer le bout des doigts, ça fait des souvenirs à raconter aux voisins, et qui valent bien un suffrage ! Surtout que, finalement, on est de la même famille...

Car ce sont eux aussi des révolutionnaires, les jocistes. Des preuves ? Leurs revendications (ils ne font que ça, revendiquer ce n'est pas si mal) essentielles... Des « micro-jobs » (1) et « la mise en place de délégués de stage (de formation) veillant au contenu et au déroulement des stages ». Vous voyez bien ! Alors, entre foudres de guerre, naturellement, le courant a passé. Ainsi, un « Ça va changer » lancé carrément par Mauroy a fait mouche. Z'étaient contents, les scouts. Il leur a lancé d'autres mots d'auteur qu'il faut bien retranscrire, du genre : « Nous préférons un jeune en formation professionnelle à un jeune au chômage ! » Dame, il est vrai que ça ne produit pas les mêmes données statistiques... Z'ont applaudi, les scouts. Ou encore : « Deux millions de chômeurs,

c'est trop... » Z'étaient aux anges (si on peut dire), les scouts ! « Cools » en tout cas. Il est vrai que la chrétienté est une grande maison de tolérance...

A cet égard, il faut bien constater que le gouvernement n'était pas seul représenté à la Courneuve (transformée à l'occasion en Cour des miracles). Car il y avait aussi le PC (et pas que le gouvernant Ralite), le PSU (sans la petite Huguette Bouchardeau, secrétaire aux Poubelles de l'Etat), le PS (voir

années soixante, sous l'impulsion de Roger Garaudy, débutait au PCF la stratégie de l'alliance avec l'Eglise, encore appelée « politique de la main tendue ». Cette vieille dame qu'est le PCF soulevait alors ses jupes, clignant de l'œil avec insistance en direction des chrétiens travailleurs, tentant de faire vaciller une vertu déjà affaiblie par l'essouffement.

Roger Garaudy, d'ailleurs — le traître ! — s'est converti depuis à l'islam mais, qu'importe, ses

vous que c'est L'Humanité, davantage encore que La Croix, qui a fait le plus état du XIII^e congrès de l'Action catholique ouvrière (ACO) au début mai à Marseille ? C'est encore L'Humanité, presque exclusivement, qui a rendu compte du congrès de la jeunesse indépendante chrétienne (JIC), mi-mai, et auquel assistait encore une délégation du PC, avec représentation du Comité central, etc. Rappelons enfin qu'à la Courneuve, Jack Ralite et Maxime Gremetz (secrétaire du Comité central) pré-

de se retrouve sur un terrain apparemment commun, celui de la lutte de classes. Une apparence qui ne trompe sans doute que les anges zélés du bon Dieu ! La hiérarchie de l'Eglise, en attendant, fait plutôt la gueule. Mais de ça aussi, on s'en fout !

S'il y a peu de chrétiens au PCF, l'appareil du Parti, en revanche, fonctionne assez bien en ce cas. Ainsi, le nouveau Comité national de l'ACO nommé à Marseille compte-t-il vingt-six adhérents CFDT, treize socialistes, mais aussi seize militants de la CGT et huit communistes. En outre, la JOC est signataire de l'Appel des 100, sur le désarmement, et d'initiative communiste. Les catholiques participent aux états-généraux pour ce désarmement-là qui se développent en France. Un dernier point, peut-être pas de détail dans une société religieuse si hiérarchisée : la prochaine assemblée des évêques de France a inscrit à son ordre du jour l'étude de deux points nouveaux : « La foi et le marxisme » et « L'Eglise en classe ouvrière ».

Laissez venir à moi...

C'est vrai qu'elle n'est pas reluisante, la proie, mais elle ferait bien du nombre... Et puis, le créneau choisi n'est pas si idiot que cela : ils sont travailleurs ? — aide des municipalités de gauche ; ils restent chrétiens ? — aide des municipalités de droite. Et le tour est joué ! Au-delà de nos apparentes divergences (la Pologne, par exemple), ne sommes-nous pas tous frères et sœurs sur cette terre ?... Adhérons-adhérez, Dieu reconnaîtra les siens !

De plus, le temps que ces jeunes éveillés résolvent les contradictions entre les dogmes de l'Eglise et le monde du travail, qu'ils réussissent à faire cohabiter l'exploitation de l'homme par l'homme et l'« harmonisation » des classes sociales tant prisée par la haute cure, les occasions de leur faire virer leur cutie ne manqueront pas ! On serait même tenté d'affirmer, devant une telle curée (si l'on peut dire), que les voies du Seigneur sont faites pour la pénétration.

Germaine Fringuard

JEUNES... CHRÉTIENS... ET COMMUNISTES !

Le dernier week-end de la Pentecôte à la Courneuve fut bien triste, quoique grotesque. La JOC (Jeunesse ouvrière chrétienne) - JOCF (idem mais féminine, car sexualité bien ordonnée commence par soi-même) organisait son festival, en l'occurrence baptisé (si l'on peut dire) Festival des jeunes pour l'emploi.



plus haut), la CGT (ou le PC encore, puisque Krasucki en personne était là) et la CFDT (timide ou, mieux, discrète). Sans parler des raticions de la haute. Vous constaterez qu'on choisit ses amis, et qu'il est difficile à l'observateur de déceler en Untel la présence du coco, du syndicaliste ou du gouvernement... Il est vrai que chrétienté et ambiguïté ne se sont jamais contredites.

Quand Marx caresse Jésus
Souvenons-nous. Dans les

idées lui ont survécu place du Colonel-Fabien.

Reprenant son offensive de charme dans les années soixante-dix (un certain Antoine... Casanova fut même nommé responsable aux relations avec les chrétiens !), les pontes du PCF avaient entrepris de supprimer la rituelle « classe d'athéisme » inhérente à la formation des militants du Parti.

Aujourd'hui, malgré la fadeur de la proie — et le peu de résultats de l'entreprise —, la direction du PC remet ça. Saviez-

sidiaient une importante délégation du Parti. C'est d'ailleurs cette JOC qui fait le plus baver d'envie le PCF, avec ses effectifs regroupant la moitié de ceux prétendus par le Mouvement de la jeunesse communiste. Et puis, les militants du Parti ayant pour consigne de ne pas tarabuster les jeunes chrétiens sur leurs « illusions religieuses » et, en revanche, les militants de Dieu estimant qu'il vaut souvent mieux ranger les crucifix dans leurs fouilles, tout ce beau mon-

Journée d'action C.F.D.T. : la mobilisation piétine



L'ÉCHEC de la journée d'action de la CFDT du 26 mai n'est pas à démontrer. Elle a reconnu elle-même que la mobilisation était faible. Les PTT en ont fait la triste expérience en appelant à une grève de 24 heures ; résultat : moins de 10% de grévistes sur l'ensemble ! Quant aux secteurs qui avaient choisi des formes d'action plus limitées, ils n'ont pas rencontré un écho plus important.

La journée se terminait à Paris par un meeting à la Bourse du Travail. C'est tout ce que la CFDT avait imaginé pour marquer cette journée de mobilisation interprofessionnelle. Pas même une manifestation ! De fait, lorsque les postiers, qui venaient de manifester seuls de la gare de l'Est à la République, entrèrent dans la salle du meeting, on se rendit compte qu'ils étaient presque les seuls présents... Les orateurs de l'Union régionale qui maitelaient sur la prochaine action de la CFDT qui appelle à manifester le 4 juin à Stuttgart avec la Confédération européenne des syndicats, auraient dû se sentir saisis de ridicule : comment prétendre envoyer mille manifestants en Allemagne quand on n'est pas capable d'en déplacer plus de cinq cents place de la République ?

Ou alors, il faudrait considérer que la CFDT organisait cette journée d'action pour se dédouaner, mais qu'elle n'a rien fait pour assurer son succès. De fait, il paraît certain que, fidèle à ses conceptions, l'équipe d'Edmond Maire n'envisage pas de possibilité de déboucher sur une mobilisation ouvrière limitée au territoire national. C'est une conception qui nous paraît dangereuse, car elle laisse accroître qu'une issue à la crise du système existe au niveau européen, mais que rien ne peut être tenté dans le cadre d'un seul pays.

A bien analyser la situation syndicale, l'échec du 26 mai n'est pas pour surprendre. Cette action voulait mobiliser les travailleurs

pour la réduction du temps de travail pour la création d'emplois, à l'heure où les mesures d'austérité remettent au premier plan la préoccupation du pouvoir d'achat. Et les quelques syndicats qui avaient voulu mobiliser contre l'austérité s'y sont tout autant cassés les dents, car comment expliquer aux travailleurs que la CFDT les appelle à se battre contre le plan d'austérité quand les déclarations de Maire favorables à ladite austérité envahissent les médias, et quand l'appel à la grève intervient deux mois après les mesures qu'elle prétend combattre ?

Lors de sa grève nationale, FO avait aussi essayé un échec, le 18 mai. Cela signifie-t-il que les travailleurs acceptent les mesures d'austérité ou qu'ils n'ont plus confiance dans la capacité de mobilisation des syndicats ? Dans les deux cas, la construction d'un rapport de force conséquent contre les mesures gouvernementales passe par une remobilisation à la base. Désorientés par des organisations syndicales qui hésitent à engager la bataille contre un gouvernement qu'elles ont contribué à faire élire, les travailleurs ne sont pas disposés à se faire manipuler plus longtemps. L'espoir d'un redémarrage de l'action syndicale semble bien devoir passer par la multiplication des actions localisées sur des objectifs clairs et qui remettent en cause les objectifs de régression sociale voulus par le gouvernement. Ce ne sont pas les pseudo-démonstrations de force au travers de journées ou de semaines d'action nationales fourre-tout qui pourront faire progresser cette mobilisation massive des travailleurs qui demeure indispensable si l'on veut s'opposer efficacement à la fois aux mesures anti-ouvrières de la gauche et au développement d'un fascisme rampant utilisant le mécontentement de quelques couches sociales qui restent parmi les plus favorisées, mais qui savent, elles, se mobiliser.

Alain Sauvage

COMMUNIQUÉ

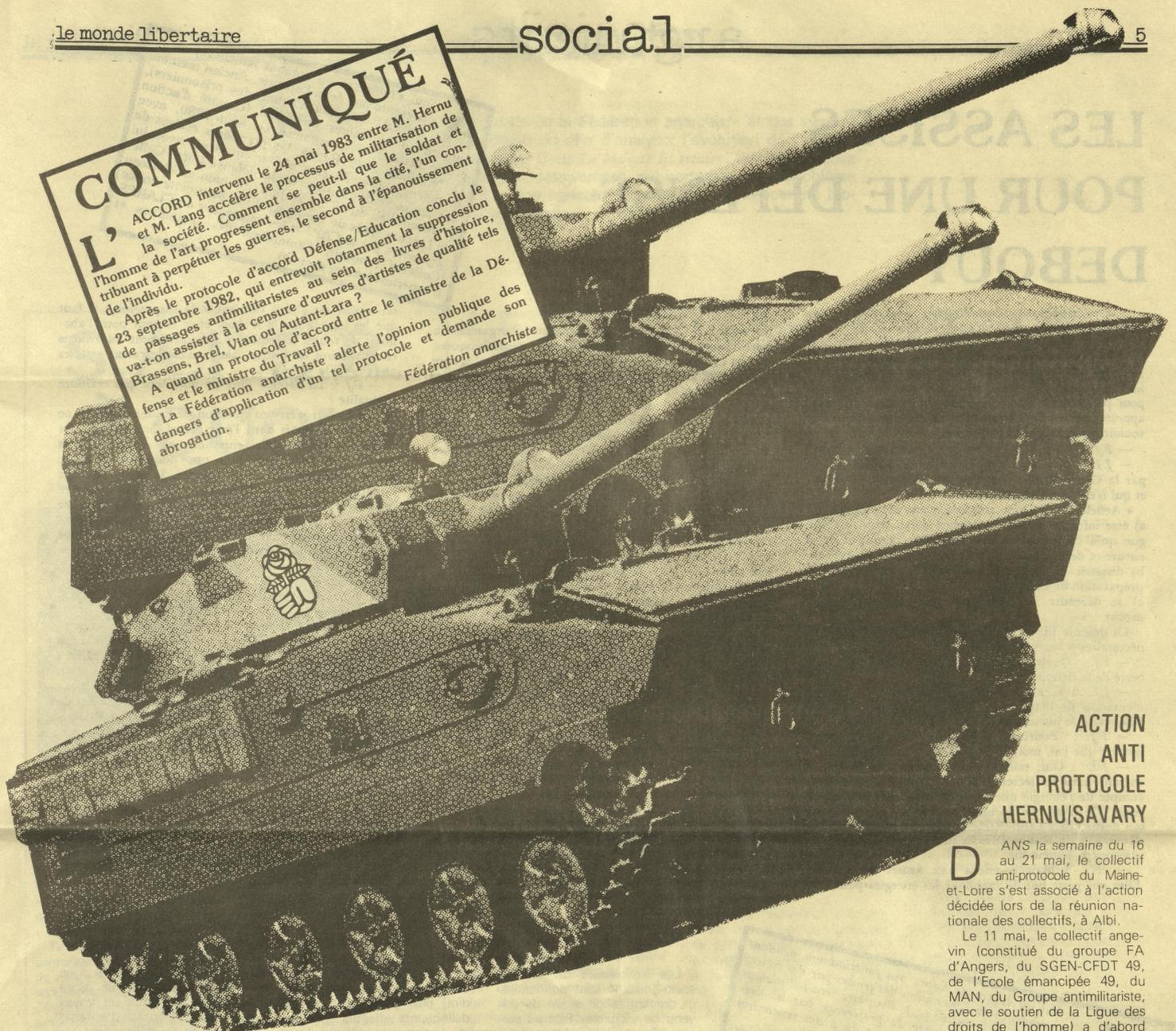
L'ACCORD intervenu le 24 mai 1983 entre M. Hernu et M. Lang accélère le processus de militarisation de la société. Comment se peut-il que le soldat et l'homme de l'art progressent ensemble dans la cité, l'un condamné à perpétuer les guerres, le second à l'épanouissement de l'individu.

Après le protocole d'accord Défense/Education conclu le 23 septembre 1982, qui entretient notamment la suppression de passages antimilitaristes au sein des livres d'histoire, va-t-on assister à la censure d'œuvres d'artistes de qualité tels Brassens, Brel, Vian ou Autant-Lara ?

A quand un protocole d'accord entre le ministre de la Défense et le ministre du Travail ?

La Fédération anarchiste alerte l'opinion publique des dangers d'application d'un tel protocole et demande son abrogation.

Fédération anarchiste



ACTION ANTI PROTOCOLE HERNU/SAVARY

DANS la semaine du 16 au 21 mai, le collectif anti-protocole du Maine-et-Loire s'est associé à l'action décidée lors de la réunion nationale des collectifs, à Albi.

Le 11 mai, le collectif angevin (constitué du groupe FA d'Angers, du SGEN-CFDT 49, de l'Ecole émancipée 49, du MAN, du Groupe antimilitariste, avec le soutien de la Ligue des droits de l'homme) a d'abord tenu une conférence de presse locale. Le même jour, il déployait une banderole, « Pas d'armée à l'école », dans le centre ville.

Les jours suivants, plusieurs milliers de tracts furent distribués et plusieurs centaines d'affiches collées pour inviter à un meeting public le 18 mai. Tous les jours de cette semaine d'action des banderoles furent déployées devant les lycées de la ville. Le relai syndical fut pris en charge par l'EE et le SGEN, ce dernier ayant déjà informé les écoles du département depuis plusieurs mois, au moyen de ses bulletins syndicaux.

Le meeting en lui-même devait réunir plus de cent personnes : présentation du protocole et du collectif, prise de parole successives de chaque organisation constituant le collectif. Un débat s'engagea alors avec les enseignants et les lycéens présents dans la salle.

Intensification de l'information, mise en place de comités à l'intérieur des établissements scolaires, en liaison avec le collectif pour réagir efficacement sur le terrain contre l'entrée de l'armée dans l'école, autant de décisions que nous tâcherons de réaliser dans les semaines à venir.

Servin

Groupe FA d'Angers

APRÈS L'ÉCOLE, LES M.J.C. EN UNIFORME

LE mardi 24 mai 1983, messieurs Charles Hernu et Jack Lang, réunis sur la base aérienne d'Orange-Caritat, ont signé un protocole d'accord destiné à favoriser le développement des activités culturelles au sein des armées et à permettre à celle-ci de s'associer à des manifestations tournées vers le public.

On peut lire dans *Le Dauphiné libéré* du 25 mai : *Le protocole d'accord, affirmera notamment le ministre de la Défense, institutionnalise une volonté de coopération entre deux administrations vers lesquelles Jack Lang veut continuer « à inoculer le bon virus » ; et Charles Hernu de déclarer : Sur cette voie désormais mieux tracée, je souhaite ardemment que la Défense et la Culture, le soldat et l'homme d'art, progressent en somme dans la cité républicaine et permettent ainsi au plus grand nombre de s'élever vers la culture.*

Les faits que nous relate Servin dans son article : *L'Armée*

est partout (voir *Le Monde libertaire* n° 489), ne font que précéder une pratique qui se généralisera sous peu !

Symbiose entre l'armée et la science ; symbiose entre l'armée et l'éducation ; symbiose entre l'armée et la culture ; le gouvernement socialo-communiste s'engage à fond dans la militarisation de la société. Aurait-on peur, en haut lieu, des mouvements pacifistes qui se développent aujourd'hui un peu partout dans le monde ?

Si Charles Hernu, « le sinistre de la Défense », emploie les grands moyens pour redorer l'image de marque de la soldatesque, les anarchistes savent bien que les armées ont, de tous temps, en haut lieu, été les bourreaux du peuple, qu'elles sont un outil d'oppression et d'embrigadement pour tous les pouvoirs.

Aussi, les nouveaux protocoles d'accords ne feront que renforcer notre détermination dans la lutte contre la militarisation.

Christian
FA Romans/Bourg-de-Péage

L'armée envahit la culture

P OUR persuader un être humain d'aller se faire tuer à la guerre, il faut commencer par l'abrutir. Autrement, il n'irait pas. Pour arriver à faire marcher des hommes au pas cadencé, derrière un drapeau, il faut d'abord réduire son cerveau à l'état de moelle épinière, comme disait Einstein. Et on voudrait nous faire croire que l'armée pourrait aider l'homme à s'élever par la culture ? Allez faire gober ça à ces idiots de militaires, pas à des citoyens jouissant de toutes leurs facultés !

La culture c'est avant tout l'autonomie de la pensée, la remise en cause perpétuelle des valeurs établies, la recherche de voies nouvelles. La culture ne se met jamais au garde-à-vous.

Et pourtant, les ministères de la Défense et de la Culture viennent de signer un accord pour que « le soldat et l'homme de l'art progressent ensemble dans la cité républicaine ». Comme nous savons que l'armée ne permettra pas à l'homme de s'élever par la culture, parce qu'elle ne pourrait plus le dominer, il faut donc penser que cet accord vise à militariser l'art.

L'armée va donc s'insinuer dans les milieux artistiques et y dicter sa loi. Avant même que les accords Hernu-Lang soient signés, l'armée occupait le terrain artistique puisqu'elle chassait du Grand Palais (lieu appartenant aux artistes) le salon « Espace de création et d'expression » (1) pour y implanter une de ses manifestations. Que ne va-t-elle pas se permettre maintenant que ces accords sont signés ?

L'armée s'occupant de culture ? Elle va tout dévorer : comparez les budgets respectifs des deux ministères.

La politique culturelle du gouvernement de gauche est simple : par la décentralisation renforcer le pouvoir central en accentuant sa présence dans les régions par l'armée, mettre la culture au pas cadencé. C'est une politique de mainmise sur la création, donc d'étouffement, puisque la création a besoin de liberté pour vivre.

Quant à l'armée, qui, après l'école, envahit la culture, elle est en train de nous bouffer le cerveau.

(1) Organisé par la revue Plages (voir ML n° 489).

LES ASSISES POUR UNE DÉFENSE DEBOUT

— **Frédéric Joyeux** : Bonjour Jean, peux-tu commencer par nous rappeler ce qu'est la défense libre ?

— **Jean Lapeyrie** : C'est tout simplement la défense. Il y a pléonasmie à dire défense libre, puisque la défense ne peut exister que libre. On est obligé d'utiliser ce vocable parce que la défense est bâillonnée pour permettre le fonctionnement de l'appareil répressif appelé justice. Se battre pour la défense libre, c'est vouloir rétablir une vraie défense.

— **F.J.** : Mais alors, qu'est-ce qu'une vraie défense ?

— **J.L.** : C'est tout simplement celle qui est définie par la Convention européenne des droits de l'homme, et qui n'est jamais appliquée.

« Article 6 : ... tout accusé a droit notamment à : a) être informé dans le plus court délai, dans une langue qu'il comprend et d'une manière détaillée, de la nature et de la cause de l'accusation portée contre lui ; b) disposer du temps et des facilités nécessaires à la préparation de sa défense ; c) se défendre lui-même ou avoir l'assistance d'un avocat... »

La défense libre est celle qui donne tous les moyens nécessaires à l'exercice de ce droit.

— **F.J.** : Quels sont les principaux obstacles à la liberté de la défense ?

— **J.L.** : Il y en a deux. Premièrement la réglementation de l'Ordre des avocats ; secundo l'impossibilité pour le justiciable d'avoir accès à son dossier.

— **F.J.** : Pourtant, tu es bien placé pour ne pas ignorer que j'ai, moi, obtenu l'accès à mon dossier.

— **J.L.** : Oui, tout le monde peut faire ce que tu as fait, mais les lecteurs de ton livre se rendent bien compte de l'énergie que tu as dû dépenser pour y parvenir. Ce n'est pas normal, on devrait pouvoir avoir son dossier tout naturellement. Ton livre et ton affaire dénoncent un scandale, mais ils ne résolvent rien ; les résistances demeurent.

— **F.J.** : Mais revenons aux assises de Ligoure. Elles ont pour but de mobiliser les énergies pour faire

sauter ces résistances, c'est bien cela ?

— **J.L.** : Oui, elles ont pour but d'organiser la mobilisation pour faire sauter les verrous qui bloquent encore la défense. Ce qu'il faut dire, c'est qu'à Ligoure il y aura quatre thèmes importants qui seront abordés. Premièrement l'analyse d'une affaire, celle du Coral dont nous décortiquons les méthodes de défense, et en particulier comment Sigala s'est réapproprié sa défense, dont il était frustré. Deuxièmement l'accès au dossier dont nous venons de parler, accès au dossier sans lequel il n'est pas de défense possible pour un justiciable, tu le sais mieux que quiconque puisque c'est toi qui animeras les débats sur ce thème. Troisièmement le secret en justice à propos duquel Etienne Bloch et une commission (avec la collaboration de Patrice Vermeren) préparent une étude qui sera présentée et débattue aux assises. Quatrièmement l'Ordre des avocats ; en fait, ce sera peut-être le sujet le plus important parce qu'il est absolument nécessaire de sortir de la tête des justiciables qu'un avocat est automatiquement un défenseur, alors que tout est organisé pour que l'avocat soit le complice des magistrats. Comme preuve, comme l'une des preuves, nous apporterons le règlement intérieur du Barreau de Paris. A signaler que participeront à ce débat au moins trois avocats qui ont connu la suspension parce qu'ils assuraient une véritable défense : Bernard Rambert, Jacques Vergès et Elisabeth Auer-Bacher, cette dernière dont il est important de signaler qu'elle purgera sa peine de suspension durant les assises, sur condamnation du Conseil de l'Ordre.

— **F.J.** : Quel délit a-t-elle commis pour être suspendue ?

— **J.L.** : Babeth a dit à un juge qu'elle « serait bonne à aller donner des conseils à Pinochet » parce qu'elle avait scandaleusement incarcéré la belle-sœur d'un de ses clients pour le faire craquer ; suite à l'action de Babeth la fille a été libérée, et Babeth suspendue pour outrage à magistrat. Moralité : pour défendre,

un avocat est obligé de risquer la suspension ; il faut que les justiciables le sachent et se battent pour l'abolition de toutes les règles qui transforment les avocats en auxiliaires de justice, alors qu'ils devraient être les associés de la défense.

— **F.J.** : La défense libre ne doit donc pas craindre l'illégalité ?

— **J.L.** : Il n'est pas question de craindre ou de ne pas craindre, mais dans l'état actuel de l'attitude des magistrats et des règlements auxquels sont soumis les avocats, on se trouve dans une position d'illégalité si l'on veut organiser une défense. Je viens de citer Babeth, je peux aussi citer mon cas : j'ai été incarcéré pour avoir participé à la défense de Sigala, défense qui passait par la divulgation du dossier pour abattre les mensonges du juge d'instruction. Et là on retrouve le même mécanisme que pour Babeth, les poursuites contre le défenseur ont constitué un des prix de la libération du prévenu.

— **F.J.** : C'est donc de tout cela qu'il sera débattu aux assises de Ligoure ?

— **J.L.** : Oui, mais en insistant sur le concret qui sera toujours mis en avant. C'est pourquoi nous commencerons par l'analyse d'une affaire vécue, précise ; et puis pour chaque thème sera examinée l'organisation des luttes, en insistant sur le fait que le combat pour la défense libre est d'abord basé sur la détermination et l'engagement individuels. Face à l'appareil judiciaire, il y a toujours un individu que l'on veut détruire, un individu seul.

— **F.J.** : Jean, que penses-tu de cette formule qui tente de définir la défense libre, « il faut être libre pour se défendre, et il faut se défendre pour être libre » ?

— **J.L.** : Elle est juste, elle résume ce que doit être la défense libre.

Frédéric Joyeux

Renseignements pratiques : CAPJ, 15, allée Anne de Beaujeu, 75019 Paris, tél. : 205 12 45. On peut y commander également les circulaires préparatoires aux assises (100 F). Inscriptions : CLARES, BP 111, 87003 Limoges cedex.

« **L** E but du centre de loisirs qui fonctionnera pendant les vacances sera l'animation des jeunes par des cadres spécialisés de la police (...). Peut-être sera-t-il souhaitable que cette animation soit assurée de préférence par les délinquants répressifs antérieurs. »
(André Diligent, maire de Roubaix, dans *La Voix du Nord* du 30 avril 1983)

GARDE À VOUS!

Le gouvernement face au social

Depuis son arrivée au pouvoir, la gauche s'est permise des initiatives en matière de contrôle social que même la droite aurait hésité à prendre. Accord armée/éducation, multiplication des manœuvres militaires au cœur de la population, références du gouvernement aux ordonnances de 59, accroissement considérable des pouvoirs de la gendarmerie et de la police, développement de l'ilotage au sein des quartiers populaires, tentative de mise au pas des travailleurs sociaux, etc. : voilà des faits qui ne laissent planer aucun doute quant aux orientations politiques des « nouveaux » gestionnaires de l'Etat.

Face à la restructuration du système capitaliste et à la montée d'un secteur de la popu-

lation de plus en plus marginalisée (immigrés, cas sociaux, chômeurs, intérimaires, sous-prolétaires déqualifiés, délinquants), la réponse du gouvernement, dans le cadre étrié de sa politique réformatrice, est fondée sur la recherche d'un consensus national autour des bonnes vieilles valeurs : travail, famille, patrie..., valeurs assorties d'une cohorte de « nouvelles » réformes réactionnaires et d'un assistanat de plus en plus grand.

Partout, et notamment dans le domaine de l'éducation et de l'action sociale, c'est parti pour le quadrillage, l'encadrement, la liberté surveillée... En cette période trouble, le pouvoir a besoin de se rapprocher du peuple, de s'intégrer à lui en douceur pour mieux le contrôler, le manipuler, voire le réprimer.

Les travailleurs du secteur socio-éducatif sont concernés. Ils doivent réagir avant de devenir de véritables flics au service du capital, refuser l'uniforme que veulent leur faire endosser les pouvoirs de gauche et de droite.

L'armée à l'école ?

« Il faut arriver à l'armée préparés par l'école (...); il faut une symbiose avec l'Education nationale. » Cette phrase de Charles Hernu est significative. Les accords armée-éducation signés il y a quelques mois prévoient même de censurer « dans certains manuels scolaires des passages scandaleusement antimilitaristes » (sic). Soumission encore plus grande à l'autorité, union sacrée entre le peuple et ses exploiters pour préserver la « patrie des capitalistes », voilà le futur rôle de l'enseignement...

Vers un flicage du travail social

En matière de lutte contre la délinquance, tout va de plus en plus mal. Augmentation des effectifs de police, développement de l'ilotage, présence des CRS aux abords des quartiers les plus durs, militarisation des camps de vacances..., toutes ces solutions tirées du rapport Bonnemaison auront pour conséquence de criminaliser les jeunes, sous le prétexte implicite de lutter contre la montée des milices privées. Car plus les « cas sociaux »

se feront prendre par les flics, plus leur degré de révolte grandira, plus ils deviendront des délinquants effectifs, plus leur réinsertion sera difficile. La répression ne résoud rien. La finalité du travail social devrait être, au contraire, d'amener les jeunes à expliciter leurs actes, afin de renvoyer au maximum et publiquement cette expression à la gueule du système et de son pouvoir. Cette conception, malheureusement, aura bien du mal à se concrétiser. En effet, la Commission des maires sur la sécurité, « méfiante du réseau associatif » (sic), se propose de mettre en place un peu partout, et au détriment de la DDASS, des conseils municipaux de prévention, afin de contrôler et d'encadrer les travailleurs sociaux. Ces derniers ont une fonction sociale déjà très discutée (intégration, replâtrage, etc.). Seront-ils bientôt de véritables flics en baskets ?

La répression des lieux de vie

« Le Coral n'est pas un lieu de perversion, c'est un lieu d'amour », écrivait Claude Sigala dans *Le Monde libertaire*. Les mass-média en ont décidé autrement. Ils ont répandu un flot de calomnies sur les lieux de vie, en traînant dans la boue tous les éducateurs qui y travaillent. Leur but : discréditer le gouvernement qui était sur le point de reconnaître l'expérience des lieux de vie, permettre aux politiciens de droite

d'exploiter cette « affaire » en pleine période électorale. Voilà comment on détruit un travail de qualité auprès d'enfants handicapés ou délinquants qui venaient chercher au Coral ou ailleurs ce qu'ils n'avaient pas trouvé derrière les murs d'un hôpital ou d'une prison. Voilà comment, par la même occasion, on donne à Georgina Dufoix la possibilité de balancer une circulaire ministérielle tendant à « normaliser » les lieux de vie et à les intégrer à la logique des institutions dominantes.

En élisant un gouvernement de gauche, les Français avaient cru en finir avec l'exploitation, les privilèges et la hiérarchie. Ils croyaient « changer le monde » en faisant l'économie d'une révolution. C'était aller un peu vite en besogne. L'Etat reste en place et la logique interne à tout pouvoir empêche un véritable changement. Quant au capitalisme, les patrons et la finance internationale sont toujours présents et plus forts que jamais. Nos dirigeants, en bons réformistes, ne peuvent que gérer la crise. Coincés par leur électoralisme, ils manquent sérieusement de courage politique.

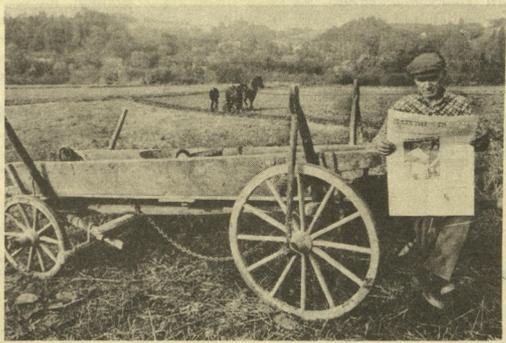
Leurs déclarations en matière de sécurité et d'immigration pendant les élections municipales en sont la preuve évidente.

Autre affaire à suivre : la réforme de la loi Sécurité-Liberté.

Groupe Benoît Broutchoux de Lille

DES militants agriculteurs de la Fédération anarchiste et des sympathisants se sont coordonnés afin d'analyser l'évolution de l'agriculture et de la paysannerie. Dans *Le Monde libertaire*, durant quelques numéros, ces études paraîtront successivement, qui porteront sur le problème foncier, l'historique du syndicalisme agricole, la situation de l'agriculture biologique et sur l'évolution de l'agriculture.

S.A.F.E.R. À QUOI ?



LES SAFER (1) ont été créées par la loi d'orientation du 5 août 1960. Leurs buts initiaux sont :

- acquérir des terres ou des exploitations mises en vente par leurs propriétaires ;
- acquérir des terres incultes, destinées à être rétrocédées après aménagement éventuel ;
- installation ou réinstallation de paysans ;
- agrandissement d'exploitations déjà existantes afin de leur permettre d'atteindre une superficie suffisante ;
- maîtriser le prix du foncier.

Les SAFER sont des sociétés anonymes, sans but lucratif, composées des différents représentants de toutes les composantes du milieu agricole (telles que syndicats, Crédit agricole, organisme socio-économique...) ainsi que des représentants du ministère de l'Agriculture et du ministère de l'Économie et des Finances, appelés commissaires du gouvernement, qui eux seuls ont droit de veto sur les décisions du conseil d'administration de la SAFER.

Actuellement, les SAFER achètent environ 80 000 hectares par ans, ce qui représente à peu près 15% du marché foncier. Jusqu'en 1978, elles avaient, par priorité, réalisé des opérations permettant l'agrandissement d'exploitations existantes (environ 56% des rétrocessions réalisées en 1977). Depuis 1978, la priorité est donnée à l'installation, qui jusque là ne représentait que 28% des rétrocessions. Priorité à l'installation, mais à quel prix pour les jeunes ou les moins jeunes désirant créer une exploitation agricole !

Les SAFER disposent de deux possibilités afin de contrôler le mouvement des terres et leurs prix :

- le droit de préemption : ce droit donne aux SAFER la priorité sur un autre acheteur pour l'achat des terres à prix égal ;
- la révision de prix : si le travail d'une terre lui semble trop élevé elle peut demander une révision de prix de cette terre à une valeur qui se rapproche plus de la valeur agronomique que spéculative.

En fait, que ce soit pour des raisons voulues ou non, elles n'utilisent pratiquement pas ces deux moyens : les préemptions ne représentent que 16% de l'ensemble des terres acquises par les SAFER. Quant à la révision de prix, elle n'est pratiquement jamais employée. Lorsqu'on dénonce ce phénomène, la SAFER se défend en disant qu'elle achète la terre au cours du marché. De ce fait, elle participe à la spéculation foncière et ne devient qu'une simple agence immobilière. Tout son rôle de contrôle des terres est ainsi mis au tiroir.

Donc si au départ les SAFER pouvaient être un outil intéressant pour le monde paysan, elles sont devenues un instrument au service, dans la plupart des cas, de gros propriétaires terriens en mal d'agrandissement et de spéculation (voir à ce sujet les différents articles parus dans *Le Monde libertaire* concernant la lutte de la Vernède). Nous devons combattre les SAFER et organiser un véritable organisme au service des paysans sous leur contrôle et non au profit de quelques notables agricoles...

Jean-Emile Sanchez
(FA Lodève-Le Caylar)

(1) Société d'aménagement foncier et d'établissement rural.

LE PROBLÈME FONCIER : UN DES ENJEUX DE L'AGRICULTURE DE DEMAIN

LES terres agricoles représentent en France 60% de la superficie du pays (avoisinant trente millions d'hectares). Un quart des familles françaises sont propriétaires du sol agricole français. Trois millions d'entre elles qui possèdent la moitié de la surface agricole n'exploitent pas directement. Cela fait vingt ans qu'on rédige des projets de loi pour décharger les paysans du « poids du foncier », charge inutile puisque rachetée à chaque génération.

Vingt ans qu'on imagine tantôt des sociétés d'actionnaires privés, tantôt des offices paraterrains qui possèderaient le sol agricole, mais en céderaient l'usage à long terme aux paysans.

C'était un des projets de mai 81 : une nouvelle politique foncière. Vite enterré le dossier ! Ce qui est utopique en France, c'est de toucher à la propriété !

Evolution du prix de la terre

En 1914, la population active agricole représentait 40% de la population active française. La terre vaut cher. Survient la mobilisation : des centaines de milliers de paysans partent au front pour ne plus en revenir. De l'indice 100, la valeur de la terre s'effondre à l'indice 40. Dans les années vingt, le prix de la terre recommence à grimper quand éclate la crise économique mondiale. La terre ne veut plus rien à l'entrée de la Seconde Guerre mondiale. Puis elle devient une valeur-refuge contre l'incertitude des temps. En moins de trois ans, elle retrouve une valeur plus importante qu'en 1914. On ne compte déjà plus qu'un Français sur trois vivant de l'agriculture. Les tracteurs arrivent et le paysan tente d'acheter les terres du voisin ; puis viennent les colons de Tunisie, du Maroc et d'Algérie en quête de terres pour se réinstaller. Pour la seconde fois, la terre retrouve sa valeur de 1914, cinquante ans après.

En 1960, c'est le moment des « grandes lois » agricoles. La moitié des paysans partiront à la ville nourrir la croissance industrielle ; de l'autre moitié on fera des entrepreneurs agricoles éduqués et soutenus dans leur effort par l'État. Alors la terre, convoitée comme jamais — car elle devient un support indispensable à cette expansion programmée — se met à valoir de l'or ! Son prix en franc constant augmente de 150% en quinze ans, pour atteindre un sommet en 1978.

Depuis, la tendance est à la baisse, sauf dans des régions que les pouvoirs publics ont classées zones touristiques (Languedoc-Roussillon par exemple). Les raisons en sont

d'une part la crise économique, et d'autre part l'endettement des paysans au titre de l'achat de terres agricoles — le remboursement des prêts fonciers leur coûte sept milliards de francs par an.

L'orientation agricole des années soixante

La politique foncière, qu'on appelle plutôt politique des structures, est régie par un ensemble de dispositifs définis dans les lois d'orientation de 1960 et conçues pour moderniser l'agriculture française. Les dispositions foncières avaient globalement deux objectifs essentiels :

- l'agrandissement « raisonnable » des exploitations (le nombre des exploitations agricoles, qui était de deux millions en 1960, a été réduit de moitié — un million d'exploitations aujourd'hui — ce qui se traduit concrètement par la disparition de cinq exploitations par heure alors qu'apparaissent soixante-dix exploitations de cent hectares et plus par mois). Heureusement que l'agrandissement était raisonnable !

- favoriser l'accession à la propriété du sol par une politique de prêts bonifiés à l'achat du foncier (subvention de l'État) et la création des SAFER afin de renforcer la propriété paysanne.

La politique foncière des socialistes

Lors de la campagne présidentielle de 1981, le candidat Mitterrand avait fait un certain nombre de promesses concernant l'agriculture et en particulier le foncier :

- doter les SAFER (Société d'aménagement foncier et d'établissement rural — voir article sur les SAFER) de moyens financiers et juridiques afin de leur permettre de réaliser des locations sur les terres qu'elles possèdent. Actuellement, elles ne peuvent que vendre ;
- création d'offices fonciers cantonaux et départementaux chargés de contrôler et de maîtriser tous les mouvements fonciers (vente, location...) de la région.

Qu'en est-il aujourd'hui après deux ans de pouvoir socialiste ? Les SAFER ne sont toujours pas habilitées à louer leurs terres. Quant aux offices fonciers, plusieurs projets ont été élaborés, mais aucun n'a jamais vu le jour. Pour la simple et bonne raison que la toute-puissante FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles), véritable CNPF agricole, ne veut pas en entendre parler : « Pas touche à la sacro-sainte propriété privée. » Et les socialistes ne veulent pas

d'agitation paysanne actuellement, la paix sociale oblige ! Ce qui fait que la politique foncière qui sévit depuis vingt ans continue. Ne veut-on pas arriver à 300 000 paysans en l'an 2000 ? A ce régime-là, cette « prévision » se réalisera, car à l'heure actuelle il y a une installation pour trois cessations.

Depuis le 10 mai 1981, plus de 60 000 exploitations agricoles ont disparu.

La terre, outil de travail

Comme on peut le constater, le bilan n'est guère brillant. La maîtrise de la terre échappe de plus en plus à la grande majorité des paysans. Pour celui qui la possède et ne la travaille pas, elle est plus souvent un objet de spéculation qu'un patrimoine, ce qui, dans certaines régions, se traduit par la désertification de zones entières. Bien souvent il est impossible à des jeunes de s'installer à la terre pour y vivre et y travailler, soit par l'achat, car le prix est beaucoup trop élevé pour le revenu que l'exploitation pourra dégager, soit en location, car « personne » n'oblige les propriétaires à louer, et d'autre part il faut avoir une « tête qui revient » aux propriétaires pour obtenir une location.

Il y a dualité entre ceux qui possèdent la terre et ne la travaillent pas et ceux qui la travaillent et considèrent (ou du moins devraient) cette terre comme un outil de travail.

Face au droit à la propriété, nous devons opposer et imposer le droit à l'utilisation de la terre. A l'heure actuelle, le problème n'est pas de savoir si l'on doit être ou non propriétaire de la terre, vu l'urgence de la situation (une installation pour trois cessations) ; il faut se donner les moyens, afin que tous ceux qui veulent vivre de la terre puissent le faire sans être obligés d'avoir une fortune personnelle pour réaliser cette installation.

Il faut de plus en plus que les paysans s'investissent dans la lutte pour le foncier, afin que le contrôle et la maîtrise de ce dernier ne leur échappent pas. Il n'y a pas d'agriculture possible sans terre agricole : la terre est un outil de production. Il n'y a pas d'agriculture possible sans paysan : la terre est un outil de travail. Mais le problème du foncier doit aussi concerner les non-paysans afin qu'ensemble nous trouvions un équilibre sur cette terre qui appartient à tous les travailleurs, qu'ils soient des champs ou des villes.

Jean-Emile Sanchez
(FA Lodève-Le Caylar)

Social-démocratie en Espagne

LE Parti socialiste ouvrier espagnol a donc remporté les élections municipales et « autonomiques » du 8 mai 1983 (1). Avec 43% des suffrages exprimés, il a mis la dernière main à son emprise politique sur la société espagnole. Disposant déjà de la majorité absolue au Parlement, relayée sur le terrain social par l'Union générale des travailleurs qui se proclame première force syndicale du pays, la marée rose a maintenant investi les communes et les régions en mordant largement sur l'électorat de droite, sur celui du Parti communiste et même sur celui des nationalistes catalans ou basques...

Cependant, malgré les commentaires sibyllins de la presse française, ces élections municipales n'ont pas été, loin s'en faut, une réédition des élections législatives d'octobre 82. Et d'abord parce que le taux d'abstention a fait un notable bond en avant (en augmentation de plus de 60%). Ensuite parce que les socialistes, à cause de cette abstention bien sûr, mais également parce qu'ils n'ont pas su conserver une partie de l'électorat acquis sur les communistes il y a huit mois, ont vu leur base électorale passer de dix à sept millions de voix. Pour un parti qui n'a pas encore eu le temps de s'user dans l'exercice du pouvoir, il y a là comme un avertissement. L'opinion espagnole reste bien instable, et en tout cas elle n'a pas signé un chèque en blanc aux socialistes !

L'autre élément marquant de la consultation électorale du 8 mai, c'est le relatif redressement du Parti communiste. Il est en effet passé de 3,9% en octobre 82 à 7,9% des suffrages exprimés cette fois. Ce résultat, qui ne peut être considéré comme un succès qu'en établissant des comparaisons avec la déroute du parti aux législatives, ne saurait cependant masquer la perte d'influence progressive des communistes qui ont dû renoncer à leurs visées hégémoniques dans les banlieues ouvrières... Néanmoins, en mettant un terme à une série d'échecs retentissants, la direction de Gerardo Iglesias, qui a succédé à Santiago Carrillo, marque indiscutablement des points dans la perspective du futur congrès du PC... Sur un plan plus général, on observera que malgré la persistance des luttes de tendances au sein du parti, celui-ci s'est tourné vers l'action ouvrière, c'est-à-dire vers l'utilisation systématique de son appareil syndical, les Commissions ouvrières. Exclu du débat politique et de l'exercice du pouvoir par les socialistes, il n'a plus eu comme possibilité qu'une surenchère sociale qui ne lui a pas trop mal réussi et qui lui a permis de surclasser une UGT déliquescence lors des manifestations du Premier Mai... Ainsi donc, comme au Portugal, il semblerait que les partis communistes ne sont en mesure de retenir leur électorat que lorsqu'ils adoptent des positions de classe plus radicales, c'est-à-dire, pour eux, des positions stalinienne... C'est sans doute une leçon que les eurocommunistes mous de France et de Navarre ne manqueront pas de mettre à profit.

Le climat social espagnol semble d'ailleurs changer, et pas seulement parce que ça intéresse les communistes. La toute récente grève des employés des banques privées, dans laquelle la CNT a joué un rôle non négligeable, a marqué le retour de méthodes d'action directe que l'on croyait oubliées, et il aura fallu que le gouvernement et les partis de gauche — communistes compris — mettent tout leur poids dans la balance pour y mettre fin, provisoirement (2).

Face à la menace latente du franquisme résiduel qui, autour de Manuel Fraga et de son parti l'Alliance populaire, se permet de rassembler presque 30% des voix, c'est indiscutablement du mouvement ouvrier que peuvent surgir les options nouvelles propres à mettre un terme au progrès du conformisme. En tout cas, les socialistes espagnols, déjà fidèles gestionnaires du capitalisme, risquent maintenant de céder à la « tentation totalitaire » comme le signale Fidel Gorrón dans sa chronique de *CeNit...* alors qu'il ignorait encore que dans la semaine suivant leur victoire aux élections municipales les socialistes allaient envoyer la garde civile — tout un symbole ! — investir la radio libre et libertaire de Valence, Radio Klara (3).

Qui a dit que la politique socialiste est incohérente ?

Aimé

(1) Les élections « autonomiques » devant pouvoir aux parlements régionaux, exceptés cette fois ceux du pays Basque et de Catalogne...

(2) Dans un autre secteur, à Villareal, la CNT a remporté une importante victoire puisqu'après sept mois de lutte, cent licenciements ont pu être évités dans une importante entreprise de céramique.

(3) Déjà interceptée lors d'un déplacement en juin 82 par le précédent gouvernement de droite, Radio Klara a annoncé qu'elle ne renoncerait pas. Elle non plus...

Pologne : la terreur ?

DÉPUIS le 13 décembre 1981, des milliers de Polonais ont été interdits, les manifestations interdites et durement réprimées. Toute tentative de révolte ouverte à l'usine, à l'école ou dans la rue implique une répression brutale et sauvage. Tout cela nous le savons, ou plutôt nous pensions tout savoir.

Un rapport de huit cents pages manuscrites fait par le comité Helsinki (des juristes et des avocats) avec l'aide et l'accord de la TKK de Solidarność, nous prouve le contraire.

A l'initiative de la FIDH (1) et de la coordination de Solidarność en France, ce rapport vient d'être distribué à la presse. Huit cents pages ne se résument pas en quelques lignes, pourtant, à la première lecture, les témoignages surprennent par l'ampleur et la dureté de la répression par le nombre incroyable de morts des suites de tabassages, dans les commissariats, les prisons ou les camps ; par l'usage

régulier des armes à feu pendant les manifestations (y compris des fusils-mitrailleurs à Gdansk) ; par les tortures systématiques à l'école, au travail et même chez les militants (les commissariats sont-ils déjà pleins ?).

Bref, il a fallu briser le mur du silence, la peur des représailles chez les médecins, les familles pour que ces informations puissent parvenir jusqu'en France.

Bien sûr, le rapport se place dans le cadre tout à fait légaliste d'une organisation « consultative » à l'ONU. La première partie de ce document, fait par des grévistes, analyse puis déclare « illégal » l'état de guerre en Pologne pour n'avoir pas été déclaré conformément aux règles internationales ! Cela pourrait nous faire sourire, mais la description de la répression quotidienne que subissent les travailleurs, elle, est sans appel :

- militarisation des usines, des écoles, etc. ;
- suppression des accords passés

avec les syndicats (y compris ceux passés avec les organisations de branche créées par le parti).

Les chefs d'entreprise peuvent :

- 1) augmenter la durée du travail jusqu'à douze heures par jour et sept jours par semaine (un jour de repos par mois) ;
- 2) les congés sont ramenés à douze jours ;
- 3) licencier pour fait de grève ou sur un ordre du préfet (voivode) ;
- obligation de travailler pour tout individu de plus de 15 ans ;
- incorporation dans l'armée (pour une durée indéterminée) des « inadaptes » ;
- les autorités peuvent réquisitionner votre logement ou y faire habiter des locataires supplémentaires ;
- la possession de machines à écrire est contrôlée, voire interdite. Etc. Bien sûr, tout cela au nom et pour le plus grand bien des travailleurs.

Wally

(1) FIDH : 27, rue Jean-Dolent, Paris-14^e.

NOUVELLE-CALÉDONIE

Vers l'indépendance nationale ou l'émancipation ?

COÏNCIDENCE de calendrier, quelques jours après le meurtre d'un jeune militant indépendantiste (voir ML du 26 mai), le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, Georges Lemoine, effectuait un voyage en Nouvelle-Calédonie. Le point fort de ce voyage a été un discours prononcé devant l'Assemblée territoriale le vendredi 20 mai. Inutile de préciser que dans le contexte de tension permanente en Nouvelle-Calédonie entre la communauté caldoche et la communauté kanake, la moindre phrase du discours était attentivement analysée et engageait le gouvernement français. Soucieux de ne pas attiser les contradictions entre Caldoches et Kanaks, Georges Lemoine a ménagé la chèvre et le chou, affirmant d'un côté que « la France n'exclut aucune hypothèse, y compris l'indépendance », de l'autre rappelant le rôle indéfectible « de l'arbitrage de l'Etat ». Son texte édulcoré a rassuré le RPCR, parti cousin du RPR métropolitain et rempart des partisans de l'attachement à la France, tandis que le Front indépendantiste observe malgré tout que « le discours cultive l'ambiguïté ».

En fait, Georges Lemoine cherche à préparer le terrain en attendant de présenter ses projets de rénovation des statuts de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française. Ses projets prévoient une autonomie administrative et exécutive, dite « autonomie interne » pour ces deux territoires, mais toujours dans le cadre de la tutelle de l'Etat français. On comprend ainsi un peu mieux le relatif soulagement du RPCR et l'inquiétude du Front indépendantiste, qui craint d'être le dindon de la farce « d'un véritable » accord à réaliser « entre toutes les communautés ».

Quelles que soient les précautions gouvernementales — prudence qui n'est pas sans

évoquer la crainte du syndrome algérien — la Nouvelle-Calédonie s'achemine vers un processus de décolonisation. On imagine difficilement, malgré l'importance de la population d'origine européenne (35% des habitants de Nouvelle-Calédonie) que l'Etat français puisse conserver cette colonie indéfiniment face à une population kanake de plus en plus réceptive aux thèses indépendantistes, et sûre de son bon droit.

De surcroît, de 1970 à 1979, de nombreux archipels du Pacifique sud, anciennes colonies anglaises ou néerlandaises, ont recouvré leur souveraineté : îles Salomon, Fidji, Nouvelle-Guinée, Vanuatu (ex-Nouvelles-Hébrides). Nous, anarchistes, ne pouvons que nous réjouir de voir disparaître les vieilles tutelles colonialistes, mais nous ne sommes néanmoins pas aveugles sur les réalités de « l'indépendance » telle qu'elle est conçue par les politiciens et leurs apprentis : l'histoire encore toute proche de la décolonisation des possessions françaises est à cet égard riche d'enseignements. Force est de constater que si les peuples éprouvent le sentiment d'avoir recouvré leur dignité vis-à-vis des anciens maîtres, français ou autres, l'exploitation et l'oppression n'en demeurent pas moins sous la tutelle de leurs successeurs. Rappelons les événements survenus dans la seule Afrique du Nord ex-française de 1978 à 1981 : répression armée de manifestations populaires au Maroc, faisant plusieurs centaines de morts ; répression contre les syndicalistes de l'UGTT en Tunisie, faisant plusieurs dizaines de morts et suivie de procès ; répression armée en Algérie contre la communauté kabyle.

Monarchistes ou socialistes, les nouveaux pouvoirs ne se distinguent guère par la nature des méthodes de répression employées contre le peuple et les travailleurs.

Le vice fondamental de toute indépendance post-colonialiste est de se proclamer « nationale », affirmant d'emblée la suprématie du concept de nation sur tout projet éventuel d'émancipation des populations. L'indépendance « nationale » n'est pas synonyme d'émancipation et les politiciens qui prennent la relève le savent bien, eux qui sont si prompts à conserver, accroître et user des institutions étatiques pour les retourner contre les peuples bernés et abusés.

La Nouvelle-Calédonie accèdera à l'indépendance que ce soit dans la violence ou dans les très démocratiques suffrages électoraux. Mais si la population kanake ne se tourne pas vers un socialisme libertaire et fédéraliste, l'indépendance accouchera d'un Etat, comme partout ailleurs expression des intérêts d'une minorité d'exploiteurs et d'idéologues. Le socialisme libertaire, antithèse de l'étatisme capitaliste ou marxiste, permet au contraire une double dynamique, interne et externe : interne par son projet de destruction de la société de classes au profit d'une société égalitaire et gérée dans ses différents aspects par les intéressés eux-mêmes ; externe par la possibilité qu'il offre de fédérer tous les peuples mélanésiens et d'abandonner ainsi ces grotesques divisions d'étatisme insulaire issues du colonialisme européen.

L'alternative à l'étatisme et à l'exploitation existe : le peuple kanak peut, s'il en acquiert la volonté et s'en donne les moyens, mettre un terme au colonialisme sans tomber dans le piège de l'exploitation camouflée sous le titre ronflant d'« indépendance nationale ». Une réelle émancipation exige que soient abattus tous les germes de l'oppression : c'est ce que propose le socialisme libertaire.

B. Rousselot

BELGIQUE

Eclatement du front commun syndical pour cause d'élections sociales

NOTRE joli mois de mai fut décidément à l'image de la météo : grisaille, pluie, vent, froid. Un temps à ne pas mettre un anar dehors.

Le Premier Mai fut lamentable, comme d'habitude, mais avec cela en plus que les syndicats chrétiens et socialistes s'entredéchirèrent à cause des élections sociales. L'inévitable discours du président de la FGTB, Vanden Broucke, était aussi basement électoraliste que celui de son homologue de la CSC. Il est vrai que les syndicalistes socialistes ont beau jeu de dénoncer les liens de la CSC avec le parti chrétien (PSC-CVP) au pouvoir. Les syndicalistes chrétiens sont en effet dans une position bien inconfortable avec leurs amis démocrates-chrétiens au gouvernement Martens.

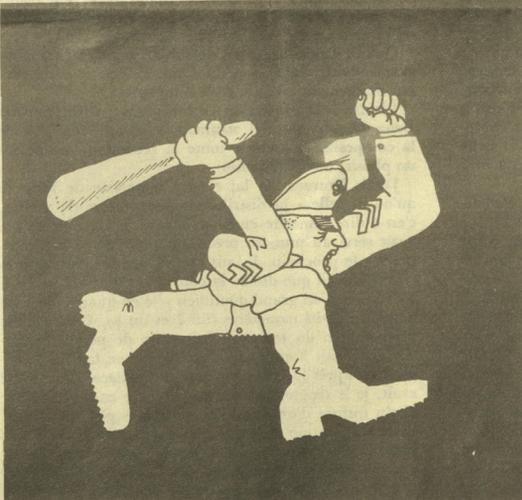
Le gouvernement (chrétien libéral) n'arrête pas de prendre des mesures antisociales et vient juste de redemander les « pouvoirs spéciaux » au Parlement. Fort de sa majorité parlementaire, Martens est sûr de les obtenir. Ce qui lui permettra de gouverner par décrets en certaines matières. Ici, il est donc question, entre autres, de la Sécurité sociale et de la politique de l'emploi. Martens aimerait bien pouvoir imposer une baisse des salaires en échange d'une relance de l'emploi (pour ceux qui y croient !). On imagine aisément le genre de chantage que le PSC exerce sur la CSC.

Ce cirque durera aussi longtemps que les travailleurs abandonneront leur sort aux mains des bureaucraties syndicales politisées. Ce que font encore 70% des travailleurs en Belgique !

Avec ses faibles moyens, l'Alliance libertaire vient de prendre l'initiative de susciter la création d'une liaison anarcho-syndicaliste en Belgique francophone, dans l'espoir un peu fou de renverser la vapeur, et pour que l'émancipation des travailleurs devienne vraiment l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

J.M.

BELGIQUE : TERRE D'ACCUEIL



EVÉNEMENT inhabituel, les dix-neuf bourgmestres de Bruxelles, toutes tendances politiques confondues, se sont mis d'accord... pour limiter le nombre et la concentration des immigrés dans certains quartiers.

C'est incontestablement une grande victoire du bourgmestre raciste de Schaerbeek : Roger Nols. Véritable précurseur, celui-ci refuse depuis plusieurs mois, et en se mettant hors-la-loi, l'inscription d'immigrés dans sa commune. Après que plusieurs bourgmestres l'ont imité en douce, les voici tous d'accord avec lui. C'est aussi la consécration officielle de la notion de « seuil de tolérance » rejetée par la plupart des sociologues. Une nouvelle manière de donner une valeur « scientifique » aux thèses racistes. Attendons-nous à une

réactualisation de la « pureté de la race » !

Parallèlement, le ministre de la Justice, Jean Gol (aujourd'hui libéral, mais gauchiste avant 1960 !), prépare un projet de loi qui tend également à limiter le nombre et la concentration des immigrés. Ainsi, l'initiative de Roger Nols se verra légalisée. Le projet prévoit également d'inciter certaines catégories d'immigrés chômeurs à rentrer au pays. On hésiterait, paraît-il, entre des incitations « positives » (une indemnité de départ) et des incitations « négatives » (une diminution, voire un retrait des allocations de chômage). Parions qu'on coupera la bonne poire en deux. Que cela fera quelques milliers de chômeurs en moins et une grande réalisation sociale en plus.

J.M.

A PROPOS DE QUELQUES ÉLECTIONS EN SUISSE

PLUSIEURS élections ont eu lieu dernièrement en vue de renouveler ou de reconduire les parlements et gouvernements cantonaux (Zürich, Lucerne, Tessin) ou municipaux (Genève).

Nous savons bien que les élections ne sont qu'un leurre, qu'une escroquerie, qu'une manœuvre des pouvoirs « démocratiques » destinée à bernier la population, à lui faire croire qu'elle détient le pouvoir (« le peuple souverain ») par l'intermédiaire de quelques centaines de notables... C'est la même berceuse serinée dans tous les pays du monde libre et démocratique. Rien à foutre, donc, de leur cirque électoral ; il n'y a qu'une réponse sensée : l'abstention et l'élaboration de structures autogérées.

Tendances

Mais tout en n'accordant à ces élections que l'importance qu'elles méritent, elles restent une occasion de mesurer l'impact politique des différents partis, et surtout les mouvements de l'opinion publique.

Il a ainsi été possible d'observer, malgré les nombreux particularismes locaux, certaines tendances de l'électorat helvétique :

- les partis bourgeois (la droite libérale, radicale, chrétienne-sociale ou démocratique du centre) maintiennent aisément leur pression et progressent même légèrement ;

- l'extrême droite (Action nationale) progresse légèrement ici et là, sauf à Genève où le parti Vigilance réalise un score exceptionnel grâce à sa campagne axée presque uniquement sur des slogans racistes tels que « trop d'étrangers à Genève » ou « restons maîtres chez nous » ;
- le Parti socialiste s'effrite, alors que la vieille gauche communiste (Parti du Travail) plonge de manière spectaculaire, à Genève en particulier ;

- les Verts et les partis d'extrême gauche (PSA - Parti socialiste autonome - Poch - organisations progressistes) réalisent de bons scores et entrent dans certains cas au gouvernement, allant même jusqu'à menacer très sérieusement le siège socialiste au gouvernement tessinois.

Le glissement de l'électorat vers les petits partis d'extrême gauche ou d'extrême droite ne doit pas pour autant leur laisser beaucoup d'espoirs de développement ; les partis traditionnels

tiennent à leur quasi-monopole. Le rôle principal des petits partis est de servir d'avertissement aux partis traditionnels, et il suffit que ceux-ci récupèrent à leur compte certaines préoccupations propres aux écologistes, à l'extrême gauche ou à l'extrême droite, pour les repousser dans la marginalité.

Abstentions

Un point qui mérite attention est le taux de participation à ces élections : à Genève, 29% de la population a fait l'effort de parcourir quelques centaines de mètres pour glisser un chèque en blanc dans l'urne. Si la participation a été légèrement plus élevée dans d'autres cantons (37% à Zürich par exemple), elle reste généralement dans ces eaux-là. Ceci n'est pas nouveau et concerne aussi bien les élections que les votations.

Cependant, il ne faut pas rêver. Si 70% de la population s'abstient d'aller voter, ce n'est pas en réponse aux campagnes anti-électoralistes. Il ne s'agit sans doute pas non plus d'une simple lassitude de l'électorat qui « doit » sans cesse se rendre aux urnes (on vote très souvent en Suisse).

Les causes sont ailleurs et tiennent aux structures politiques. Prenons l'exemple de la ville de Genève. Le Conseil administratif (gouvernement) se compose de cinq « ministres » : un libéral, un démon-chrétien, un socialiste, un communiste. Ainsi, à part les fachos de Vigilance, tous les grands partis cohabitent au gouvernement. C'est la plus haute expression de la religion bien helvétique du consensus... Il n'y a pas de parti d'opposition car tous sont au gouvernement, et il n'y a guère que la couleur de la cravate pour différencier ces clowns. Chaque parti a sa propre idéologie, paraît-il, mais les différences fondamentales sont si difficiles à percevoir derrière les mots creux et les clichés menteurs qu'il se dégage de la vie politique un sentiment profond d'ennui et d'inutilité, un sentiment, justifié d'ailleurs, que tous travaillent pour la même cause : occuper le pouvoir entre gens de bonne compagnie.

Il ne s'agit pas, bien entendu, de militer pour une plus grande différence entre les partis ou pour le retour de la gauche à

un rôle réel d'opposition... Cette stratégie n'est pas notre affaire.

Un autre aspect est paradoxalement la confiance dont jouit la classe politique. Ces hommes et ces femmes « publics » sont fortement intégrés dans la vie sociale. Il n'y a jamais de rupture avec la population. Leur discrétion, leur honnêteté et leur bonne foi (mettre les guillemets où il convient) rendent difficile tout conflit. La notion de service à la population qui sous-tend les actions des politiciens leur accorde même une manière de sainteté.

La Suisse est le pays de la démocratie directe, de la paix du travail, du bien-être matériel pour presque tous, c'est le pays où le politique et l'économique sont « moralisés » en tout cas en ce qui concerne les affaires intérieures, le pays du juste milieu qui préserve les intérêts de la chèvre patronale sans que le chou soit complètement mangé.

Tout Suisse est englué dans des structures politiques pseudo-démocratiques et fédéralistes, dans des règles morales et religieuses normalisatrices. Ceci joue en particulier pour les hommes politiques. Chacun est pris en charge très tôt par des institutions d'intégration remarquablement efficaces (école, églises, armée, associations de jeunesse ou sportives, travail, sociétés de toutes sortes) ; la vie est balisée par les filices psychanalytiques d'un côté et de l'autre côté par les « mauvais exemples étrangers » faits de violences, d'inégalités criantes, d'instabilité, de conflits sociaux et de guerres.

Ainsi, le système politique suisse a fait ses preuves et le citoyen, plus ou moins consciemment, ne voit pas trop l'utilité d'aller voter pour surtout ne rien changer.

La classe politique s'inquiète de ce taux élevé d'abstention, il y va de sa légitimité. Comme il est pour le moment hors de question de rendre le vote obligatoire (suivant l'exemple du canton de Schaffhouse), les autorités envisagent certaines mesures techniques telles que l'offre de cadeaux aux votants ou l'amélioration du vote par correspondance. Cela ne changera rien car ce ne sont pas des bouquets de fleurs qui supprimeront la douce oppression helvétique.

Ph. L. (Genève)



FERNAND PELLOUTIER RACONTÉ PAR GEORGES YVETOT

LE nom de Pelloutier étant souvent cité dans *Le Monde libertaire*, il nous a semblé nécessaire de resituer ce militant exemplaire de l'histoire sociale dans le cadre de la page « Archives » de notre hebdomadaire.

Fernand Pelloutier naît en 1867 dans une famille bourgeoise nantaise. Il rejoint très vite les socialistes, collabore en tant que journaliste à *L'Ouest républicain* et à *La Démocratie de l'Ouest*. Alors que son ami Aristide Briand, propagandiste comme lui de la grève générale, opposé par conséquent aux partisans de Jules Guesde, tenants de la conquête du pouvoir politique, se range très vite du côté des exploités, Pelloutier choisit son camp, celui de la classe ouvrière. Après avoir rompu avec l'école socialiste autoritaire, il se mêle au milieu anarchiste, exhorte les compagnons d'alors à rejoindre le mouvement syndical naissant (*Lettre aux anarchistes*), devient trésorier puis secrétaire des Bourses du travail de 1895 jusqu'à sa mort en 1901.

Pour cerner davantage sa personnalité et cette époque — où se constituait le mouvement syndical, nous reproduisons ci-dessous un texte rédigé par son successeur au secrétariat de la Fédération des Bourses, Georges Yvetot, anarchiste comme lui, créateur du *Son du soldat* et de l'Alliance internationale antimilitariste.

Depuis sa mort — 13 mars 1901 — j'ai pris à tâche de faire de mon mieux revivre le souvenir de Fernand Pelloutier. En retraçant sa vie de militant, en exaltant sa belle œuvre de précurseur de l'organisation syndicale, j'ai la douce impression de m'acquitter d'un devoir de gratitude et d'admiration fraternelles. J'ai le culte fidèle de l'amitié. C'est peut-être une qualité de chien, certes, je m'en honore.

Il m'est donc agréable, chaque fois que j'en ai l'occasion, de toujours m'appliquer à faire mieux connaître aux travailleurs celui qui fut pour eux un exemple admirable de dévouement et de désintéressement. Il prépara leur avenir de mieux-être en leur indiquant la voie certaine d'affranchissement.

Par la pureté de sa vie militante, par la beauté de ses convictions sociales et par sa courageuse action d'apôtre et d'organisateur, Fernand Pelloutier, depuis longtemps, personnifie le véritable ami de la classe ouvrière. Il était tout acquis à sa cause. C'est pour elle qu'il donna tout ce qu'il avait de cœur et d'intelligence. Et ce ne fut pas peu. C'est pour elle qu'il a vécu ses dernières années en une fiévreuse activité, luttant courageusement sans ressource et souffrant d'un mal terrible qui devait nous le ravir à l'âge de 33 ans. C'est au même âge, 33 ans, que ses amis et admirateurs firent de moi son successeur au secrétariat de la Fédération des Bourses. Il y a déjà trente-huit ans de cela.

Voici maintenant quand et comment je connus Pelloutier et comment j'en devins l'ami fidèle. Il y avait à peine dix années que j'étais sorti de l'orphelinat de l'abbé Roussel à Auteuil où j'avais, de douze à dix-huit ans, appris le métier de typographe. Dans un des ateliers de Paris, ce ne fut pas sans peine que des camarades très avancés parvinrent à me faire adopter leurs idées qui n'étaient aucunement semblables à celles qui me furent inculquées, d'abord à l'école des frères, puis à l'orphelinat religieux d'Auteuil, après celles de ma famille chrétienne. Mon père, gendarme bien pensant, ancien garde impérial, mourut en 1880 le jour de sa retraite, nous laissant seuls, ma sœur et moi, avec sa seconde femme, notre belle-mère. Cette veuve avait hâte de se débarrasser des deux enfants de son second mari pour prendre un troisième époux. J'avais six ans quand je perdis ma mère et j'en avais presque douze quand je perdis mon père.

La vie ouvrière qui s'ouvrait devant moi n'était pas trop souriante : vie de travail sans espoir, car les salaires dans l'imprimerie n'étaient pas élevés (6 F 50) pour dix heures de travail. Cette situation, jointe à ma faiblesse physique d'enfant chétif peu favorable à la formation d'une famille, me disposait assez à prendre fait et cause pour les vaincus, les éclopés de la lutte pour la vie.

Mes compagnons de travail gentiment me firent lire les périodiques subversifs, lesquels renversaient toutes mes illusions, sapaient tous mes préjugés, m'ouvraient des horizons.

Le journal anarchiste *La Révolte*, devenu ensuite *Les Temps nouveaux*, puis *Le Libertaire*, *Le Père Peinard*, *La Sociale*, etc. m'ouvrirent les yeux et me dégoutèrent à jamais de la prose quotidienne des journaux d'empoisonnement public sauf quelques-uns de l'époque comme *L'Echo de Paris* qui publiait des articles de Laurent, Taillhade, d'Octave Mirbeau, d'Henri Bauer, etc. C'était l'époque héroïque de l'anarchie militante. Puis ce fut l'affaire Dreyfus et la bataille sérieuse entre les soutiens du passé et les vaillants de l'avenir. *Le Journal du Peuple*, fondé par Sébastien Faure ; *L'Aurore*, avec Clémenceau, Ubain Gohier. Ses conférences et les meetings et les manifestations. Oh ! la belle époque. On croyait bien que c'était la Révolution à bref délai.

C'est à ce moment que je connus le nom de Pelloutier.

J'avais déjà des idées à moi qui n'étaient plus celles dont on avait bourré mon crâne d'enfant. Je jugeais les événements, j'y prenais part. Je discutais et je me débattais des sentiments, des convictions successifs et tout à fait contraires, grâce à mon éducation nouvelle, par les faits de cette période agitée où l'on était pour ou contre la révolution en marche ; j'étais alors pour elle et très ardemment.

Quel bonheur le jour où au nom de la coopérative de consommation *Union économique du Bel Air* dont j'étais le délégué au comité d'action de la Verrerie ouvrière, j'y fis la rencontre et la connaissance amicale de Fernand Pelloutier. J'avais lu quelques-uns de ses articles. Alors je fus en pleine mêlée de la bataille sociale, faisant connaissance avec nombre de militants, me rapprochant évidemment des plus révolutionnaires, des moins politiques, des meilleurs selon moi.

Mais que de disparus parmi ceux-là. Que de souvenirs évoquent ce temps-là, Jaurès et ses amis ; Pelloutier et les siens. J'étais de ceux-ci. Avec lui je m'insurgeais contre le règlement de la Verrerie ouvrière. Avec lui je combattais toutes les mesures autoritaires dans cette usine en gestation du prolétariat. J'y voulais de la liberté.

C'est au milieu de ces discussions entre délégués d'organisations ouvrières qu'à moi-même d'abord je me suis révélé militant libertaire. Dans ce tumulte des idées, j'appréciais les caractères de chacun et leur mentalité. Je me rapprochais davantage de Pelloutier ; il me proposa de venir le voir chez lui. Je n'y manquai pas. Et je fus édifié. Il habitait rue des Deux-Ponts, dans l'île Saint-Louis. Je fis connaissance avec sa famille, son frère Maurice qui fut son collaborateur et qui avait pour lui autant d'affection que d'admiration, le secondait autant qu'il pouvait et se plaisait à lui faire des articles de littérature et des poésies qu'il signait : Jean Reffec pour *La Revue économique* dont je vais parler. Lui aussi était sincèrement libertaire et d'une fière mentalité prolétarienne. Par sa plume, il savait adroitement et avec talent l'affirmer. La famille des deux frères était charmante. Maurice, marié, avait un bébé. C'était



l'entente fraternelle qui régnait chez eux, mais ce n'était pas l'opulence. La santé n'était pour aucun d'eux. On sentait la gêne et les privations. Maurice gagnait comme employé à l'Hôtel de Ville des appointements de misère pour vivre à trois. Fernand avait cent francs par mois comme secrétaire de la Fédération des Bourses pourvu qu'il y eût cent francs en caisse.

Quand j'avais un jour de loisir, je me faisais alors grand plaisir d'aller voir mon ami Pelloutier et de causer longuement avec lui et sa compagne.

L'aider à la confection de son journal *L'Ouvrier des Deux Mondes* dont il assumait à lui seul, en plus de la composition, presque toute la rédaction, me devint un plaisir, une distraction.

J'étais heureux de lui rendre le service de faire ce qu'on appelle « la distribution » en terme de métier, c'est-à-dire remettre en casse lettre à lettre tout ce qui avait servi au numéro précédent pour pouvoir « composer » le prochain. Il faut être du métier pour apprécier le travail que donne la confection d'un tel journal, du format d'un grand quotidien plié en quatre, de seize pages en petits caractères (du 7 et du 8). Cette remise prenait bien du temps et beaucoup de peine. Pelloutier parvenait à en assurer par lui-même la photocomposition après la rédaction presque entière. Ce journal avait, je le répète, seize pages en petits caractères (7 et 8) du format d'un quotidien ordinaire plié en quatre. Cette publication était mensuelle et contenait les procès verbaux du Comité des Bourses, les comptes rendus de certains congrès. Inutile de dire tout le travail exigé pour la confection typographique, l'emballage pour l'imprimerie, la brochure, l'expédition et la correspondance du journal. Joignez à cela la correspondance du secrétariat, la mise au point de rapports, de circulaires et tout le travail incessant qu'exigent la marche d'une institution débutante comme la Fédération des Bourses, toujours importante et plus vivante, et vous aurez une idée de la puissance de travail de notre apôtre syndicaliste dont toute la vie a été accaparée.

Son délassément était la lecture, quand il en avait le temps. Il lisait vite et bien et retenait beaucoup. Sa bibliothèque était son orgueil et sa joie. Elle représentait une accumulation précieuse de documentation, d'abord en harmonie parfaite avec ses aptitudes et ses goûts littéraires indispensables à son travail ardu d'études économiques et sociales. Son bonheur était d'y passer des heures de jour ou de nuit selon ses forces et ses besoins.

Il travailla sans répit jusqu'à son dernier soupir. Aussi cela fait comprendre l'insistance qu'il mit à exiger qu'on installât son lit près de cette chère, très chère bibliothèque, son seul et vrai trésor. C'est près d'elle, presque dans elle, qu'il voulut terminer sa vie. Pour lui, la lutte ainsi continuait. L'affection des siens et sa passion du travail lui faisaient oublier son triste état. La mort le délivra de ses souffrances en pleine connaissance, en pleine conscience, en pleine ardeur de pensées pour l'émancipation des travailleurs ses frères.

PROCHAINS INVITÉS DE RADIO-LIBERTAIRE



« Le Fou parle » sur Radio-Libertaire les deuxième et troisième vendredis de chaque mois de 12 h à 14 h

- Mercredi 1er Juin : « Les raisons de la colère » (19-20 h) : les femmes et le travail.
• L'invité quotidien » (20-22 h) : Pascal et Claire Gennert
• Jeudi 2 juin : « L'invité quotidien » (20-22 h) : la chanson en Bretagne, avec Louis Capart.
• Vendredi 3 juin : « Mal à droit » (10-10 h 30) : avec le Mouvement pour l'égalité parentale.
• Samedi 4 juin : « Croissant show » (9-12 h) : les pianos du jazz, avec le Théâtre de Paris.
• Dimanche 5 juin : « Trisomie 21 » (20-24 h) : rock'n reggae.
• Mardi 7 juin : « L'invité quotidien » (20-22 h) : chronique libertaire de la dissidence dans les pays de l'Est (avec Germain).
• Mercredi 8 juin : « L'invité quotidien » (20-22 h) : des infirmiers psychiatriques parlent de leur métier.

Q'EST-CE qui rassemble depuis sept ans des écrivains, des peintres, des dessinateurs, des penseurs, etc., autour de la revue trimestrielle « d'art et d'humour » Le Fou ?

Le Fou ? Peut-être un cheminement individuel exigeant commun, un souci de qualité d'être, une méfiance vis-à-vis des institutions et des systèmes, une volonté de dévoiler la réalité, de dénoncer les pièges et les aliénations des pouvoirs en place...

(Gallée); André Ruellan, auteur de romans d'angoisse et de romans de science-fiction sous le pseudonyme de Kurt Steiner, et aussi de Tunnel (J'ai lu) et du Manuel du savoir-mourir (Pierre Horay); Marcel Moreau, méconnu malgré dix-neuf livres publiés, dont La Pensée mongole (Christian Bourgeois), Discours contre les entraves (Christian Bourgeois), Orgambide (Luneau Ascot), Moreaumachie (Buchet Chastel); Manz'le qui a publié douze livres, citons Arachné (Pauvert), La Clémence des balaines, Les Mots de mauvaise vie (Hachette), Carrière-boutique (Thot). Mais aussi des dessinateurs : Kerleroux, Bonnot, Lydie Arickx. Un comédien : Yann Le Bonniche. Un homme de radio : Bertrand Jérôme, producteur à France-Culture de « Mi-fugue Mi-raisin » le samedi et « Allegro... ma non troppo » le dimanche. Un libraire-éditeur : Dominique Gaultier qui anime les Editions « Le tout sur le tout » et une excellent revue : Les Grandes Largeurs.

Julien Clarac

Radio-Libertaire au siège parisien de l'U.A.P.

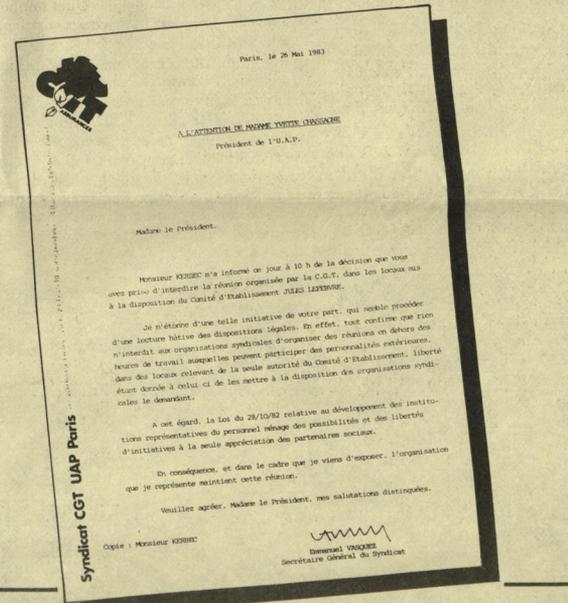
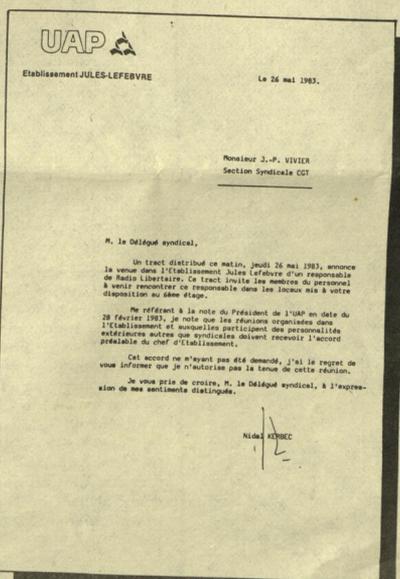
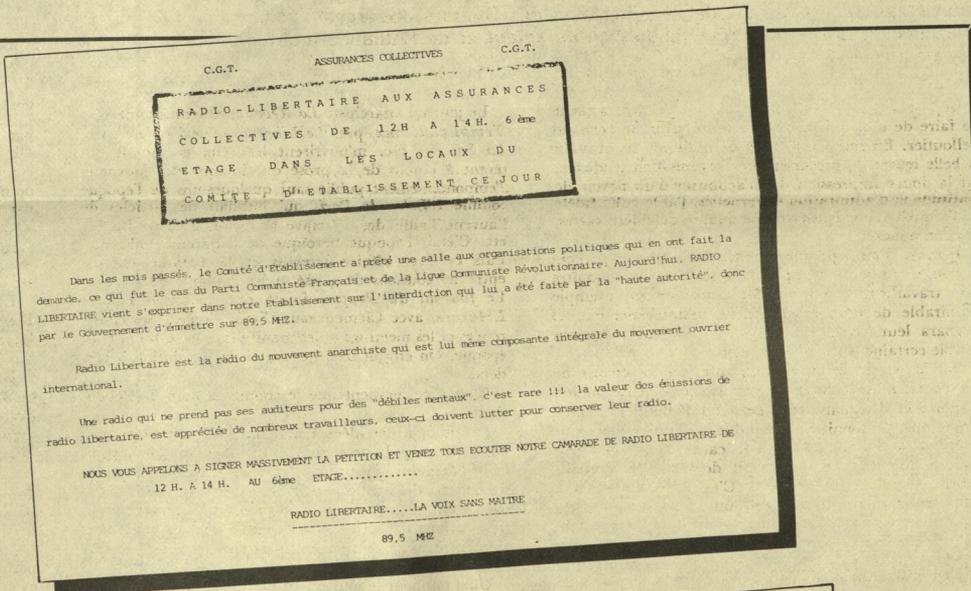
LA section syndicale CGT de l'UAP avait décidé d'inviter les responsables de Radio-Libertaire pour venir exposer devant le personnel du siège de Paris, rue Jules-Lefebvre (850 personnes) le sens de notre combat.

Le jour choisi, le 26 mai 83, les panneaux d'affichage, fort nombreux, furent couverts par l'affiche : Radio-Libertaire interdite par le gouvernement socialiste et communiste et par une affichette annonçant la réunion (voir ci-contre).

Immédiatement, la direction réagit et un échange de lettres eut lieu pendant la matinée (voir documents joints). Les chefs de service passèrent dans tous les bureaux pour interdire au personnel d'assister à la réunion considérée comme illégale.

Malgré toutes ces manœuvres, la réunion put se tenir dans le local du comité d'établissement, local qui se révéla trop petit. Pendant deux heures, un dialogue riche et vivant put s'établir entre les animateurs de Radio-Libertaire et les personnes présentes. Donc une initiative riche et fructueuse à tous points de vue pour tous les participants. Mais cette réunion aura peut-être une suite. En arguant du fait que de nombreuses personnes, trompées par la direction, n'ont pu assister à cette réunion, les responsables syndicaux CGT ont l'intention de récidiver. Pourquoi pas ?

Affaire à suivre, et salut fraternel à tous les employés de l'UAP qui soutiennent la lutte de Radio-Libertaire pour son existence et la liberté d'expression. Secrétariat de Radio-Libertaire



Marchais : « nous y sommes, nous y restons » ... mais pour combien de temps ?

UN politicien n'est pas un homme ordinaire. Il ne parle pas, il n'écrit pas pour exprimer sa pensée, mais pour atteindre un objectif que lui seul connaît. Il en est ainsi, bien entendu, des dirigeants communistes, artistes en la matière qui, ces temps-ci, multiplient les petites phrases et les grandes déclarations.

« Nous sommes au gouvernement et nous entendons y rester. Ceux qui pensent le contraire se trompent lourdement », a proclamé Georges Marchais sur le perron de l'Élysée. De son côté, Lajoinie a dénoncé à la radio les « élucubrations » sur l'attitude de son parti. « Nous avons une politique claire. Nous continuons l'action pour tenir les engagements pris », a-t-il expliqué.

Les lendemains qui déchantent

Mais c'est une bien obscure clarté qui tombe des étoiles rouges. Car, enfin, ce sont les propos de Georges Marchais lui-même qui ont suscité quelques interrogations. Rappelons ce qu'il a déclaré devant les secrétaires de section, à Argenteuil : « Beaucoup de celles et de ceux qui avaient placé leurs espoirs dans le changement politique en 1981 éprouvent aujourd'hui de la déception. Ils ne sont pas satisfaits et, souvent, ils le disent (...). Notre pays possède des atouts nécessaires pour impulser la relance de notre économie. Est-ce que c'est vers cette direction que se tourne le gouvernement, avec ce qu'il a appelé le « plan de rigueur » ? Tout le monde peut s'en rendre compte : nous avons avancé des propositions précises pour aller dans ce sens, mais ce sont d'autres décisions qui ont été prises. »

Rappelons aussi que les députés communistes avaient voté les ordonnances (après quelles acrobaties !...) parce qu'ils avaient été « pleinement rassurés » par les promesses de Mauroy. Apparemment, donc, Gros Quinquin s'est bien payé leur tête. Mais, pour Marchais, toutes ces vilénies ne sont pas un motif suffisant pour divorcer.

Une découverte bien tardive
Les députés communistes

ont saisi une autre occasion de manifester leur mauvaise humeur, lors du débat sur la programmation militaire. Ils se sont abstenus sur l'article premier du projet de loi car l'Union soviétique y est désignée comme l'ennemi potentiel. Ces ardents partisans de la force de frappe ignoraient-ils donc, jusqu'à maintenant, que les fusées du plateau d'Albion étaient pointées en direction de l'Est ?...

Les dirigeants communistes — qui en douterait ? — ne sont pas des enfants de chœur de l'armée rouge. Ils ont toujours su parfaitement à quoi s'en tenir. Ils ont toujours su qu'en cette période de crise économique il n'y aurait pas d'autre politique possible que celle de l'austérité. De même qu'il ne pouvait y avoir une autre politique étrangère que « l'atlantisme » prôné par Mitterrand.

Le seul élément qui soit clair dans l'attitude du PC c'est, n'en déplaise à Lajoinie, cette volonté farouche d'accéder au pouvoir puis de s'y accrocher, même au prix de bien des reniements.

Ceux-ci, bien sûr, ne peuvent manquer de jeter le trouble parmi les militants et les sympathisants. D'où ce triple ou quadruple jeu (qui pourra durer combien de temps ?) : des ministres loyaux et solidaires de toute la politique gouvernementale ; des députés qui ont parfois des états d'âme ; des dirigeants qui lancent des avertissements ; dans la CGT, selon l'expression de Krasucki, un langage à la fois « souple et ferme » avec le soutien, au moins verbal, aux quelques mouvements revendicatifs qui apparaissent ici et là.

Dans son discours d'Argenteuil, Marchais a proclamé sans ambages que « si le Parti communiste n'était pas là, sur qui les travailleurs pourraient-ils compter » pour les défendre ou, à tout le moins, limiter les dégâts. Sans doute a-t-il voulu également faire pression sur Mitterrand pour obtenir quelques satisfactions de détail afin de pouvoir mieux se justifier. Enfin il est probable qu'il plante quelques jalons sur un chemin qui, à plus ou moins long terme, le conduirait vers la sortie. La seule certitude en la matière est que le PC ne

quittera la galère que contraint et forcé par les événements.

Comme en 1947 ?...

Ses partenaires l'y contraindraient dans le cas d'une explosion sociale où il serait suicidaire, pour lui, de se couper de sa base ouvrière.

C'est ce qui est arrivé en 1947. Les communistes ont participé aux gouvernements qui se sont succédés dans les débuts de la IV^e République. Le prix de cette participation résidait dans la capacité du parti à faire supporter par la classe ouvrière tout le fardeau de la reconstruction de l'économie. Le 22 janvier, Ramadier constituait un gouvernement dont Thorez était le président et Billoux ministre de la Défense nationale. Au cours du débat d'investiture, le président du conseil avait été applaudi par les députés communistes alors qu'il rendait hommage « à l'héroïsme et aux sacrifices de nos soldats » en Indochine !... Le 2 mai suivant, le socialiste Ramadier révoquait les ministres communistes. Entre-temps, un événement considérable s'était produit : la grève des travailleurs de chez Renault et, après bien des hésitations et des calomnies contre les grévistes, le PC avait dû soutenir leurs revendications...

D'autres événements peuvent obliger le PC à quitter la majorité gouvernementale, par exemple une chute accélérée de son audience électorale qui l'inciterait à récupérer des forces dans une cure d'opposition vigoureuse. A ce propos, les résultats des dernières consultations (7,31% dans le Finistère, 9,74% à Lille Nord-Est au lieu de 22,24% en 1979) constituent certainement un grand sujet de préoccupation pour l'état-major de la place du Colonel-Fabien. C'est pourquoi parmi tous les cas de figure que celui-ci peut envisager, l'hypothèse d'un départ n'est certainement pas écartée. Les déclarations, les avertissements lancés aujourd'hui pourraient alors servir d'arguments de propagande sur le thème : « nous avons fait tout ce que nous avons pu, mais on n'a pas voulu nous écouter »...

S. Basson

Jospin aux syndicats : à quelle sauce voulez-vous être mangés ?

PEU avant le dernier Premier Mai, on disait que les organisations syndicales étaient à la recherche d'un nouveau langage face à la chute des effectifs. De mauvaises langues disaient même que l'image qu'elles donnaient d'elles-mêmes était ringarde, que des termes tels que « travailleur » faisaient penser au XIX^e siècle... Curieux cette résonance de certains thèmes interclassistes que l'on trouve aussi bien chez des publicistes que chez des gestionnaires zélés du gouvernement actuel. Traduisez : la lutte de classes, ça ne veut plus rien dire et on voit que la révolution sociale n'est pas au bout du chemin qui passe par le parlementarisme !

Dernièrement, le bureau exécutif du PS a eu de longs entretiens avec les dirigeants de la CFDT, CGT, CGT-FO, FEN, CGC et CFTC. C'était entre autres pour redéfinir les rapports entre les syndicats et le gouvernement. Quand on se souvient de la publicité sur la « force tranquille » du Parti socialiste, de ces affiches où le bleu limpide du beau ciel de France servait de toile de fond aux postulants des sièges de Giscard and Co ! Jospin a-t-il fait une comparaison entre les différentes images de marque des parties en présence, a-t-il défini les règles du jeu ou a-t-il franchement abordé le problème parti/syndicat ?

Il est à noter que c'est à l'annonce du deuxième plan de rigueur que le Parti socialiste a entrepris cette série de consultations avec les syndicats. Il a été dit que c'était surtout pour établir un code de conduite entre gouvernement et syndicats. Il y a eu sûrement des échanges de positions et de critiques quant à l'action gouvernementale, mais l'expression publique du contenu de ces discussions donne presque dans l'euphorie. Ainsi un membre du bureau exécutif du PS a-t-il déclaré : « Les rencontres ont été beaucoup plus riches et plus profondes qu'il y a un an où elles avaient été plus rudes. Le climat a été franc, quelquefois passionné, mais jamais inamical. L'esprit de contentieux n'a pas régné. » Soit, il s'agissait là de réunions à haut niveau entre gens responsables, loin des revendications des syndiqués ! Que des militants de la CGT déplorent que face à la politique du gouvernement on ne descende pas dans la rue n'a pas dû être au centre des discussions entre Krasucki et PS. Ceci est un exemple qui vaut pour les autres. Dans un cadre précis, des partenaires ont défini les règles du jeu. De remise en question dudit jeu, point... Même Bergeron qui, face aux attaques de l'Unité (FO étant accusée dans un article de « dérive chiraquienne ») met surtout en avant son appartenance au PS.

La CFDT, en la personne d'Edmond Maire, a souvent regretté que les syndicats ne soient associés à certaines décisions gouvernementales. Il semblerait maintenant qu'on veuille préparer avec eux la propagande idéologique pour l'acceptation des plans de rigueur. Peut-être même que chaque représentant syndical a négocié (durement ?) sa marge de manœuvre, côté critique de l'action gouvernementale...

L'autonomie de classe qui devrait animer toute structure syndicale a sûrement été mise à dure épreuve. Cette politique du PS, qui consiste à amener les organisations syndicales autour d'une table ronde, ne diffère pas dans le fond de la liaison organique parti/syndicat chérie par Lénine. Car qui a l'initiative des réunions ? Qui peut faire des comparaisons et élaborer des actions ? C'est bien sûr le Parti socialiste qui est le moteur et, en quelque sorte, l'élément de rencontre des divers syndicats. En gros, c'est lui qui pense et qui établit les contacts. Un syndicat n'aurait-il pas pu avoir l'initiative d'une table ronde, d'une série de rencontres entre toutes les confédérations ? Cela peut bien sûr sembler un peu utopique, mais on peut rêver, en oubliant la triste réalité bureaucratique... Cela aurait au moins eu le mérite d'une réflexion syndicaliste ! Là, non ! A l'appel du Parti de la force tranquille, on vient exprimer tour à tour ses doléances. A charge pour lui de faire la synthèse et d'en tirer les conclusions.

« Renforcer la liaison du parti avec les masses, c'est avant tout le rattacher plus étroitement aux syndicats. Le but consiste à ce que les éléments véritablement révolutionnaires, réunis dans le Parti communiste, donnent, dans le cadre même des syndicats, une tendance correspondant aux intérêts communs du prolétariat luttant pour la conquête du pouvoir. » Ainsi s'exprimait le III^e congrès de l'Internationale communiste. On sait ce qu'il advint de la soi-disant autonomie qui était laissée aux syndicats. En 1935, on disait que le parti « doit savoir exercer l'influence la plus décisive sur les syndicats sans les soumettre à la moindre tutelle ». Aujourd'hui, on déclare qu'une « organisation syndicale doit être plus satisfaite d'un gouvernement de gauche que d'un gouvernement de droite ». Dans les deux cas, on nie au mouvement ouvrier organisé le droit d'être adulte, de penser et d'agir par lui-même.

Jean-Pierre Germain

